

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux employeurs et aux ouvriers des entreprises de fabrication de bennes à béton dans la région de Tamines et ressortissant à la Commission paritaire des constructions métallique, mécanique et électrique.

Art. 2. En cas de manque de travail résultant de causes économiques, l'exécution du contrat de travail d'ouvrier peut être totalement suspendue, moyennant notification par affichage dans les locaux de l'entreprise, à un endroit apparent, au moins sept jours à l'avance, le jour de l'affichage non compris.

L'affichage peut être remplacé par une notification écrite à chaque ouvrier mis en chômage, au moins sept jours à l'avance, le jour de la notification non compris.

Art. 3. La durée de la suspension totale de l'exécution du contrat de travail d'ouvrier pour manque de travail résultant de causes économiques ne peut dépasser treize semaines.

Art. 4. Communication de l'affichage ou de la notification individuelle visée à l'article 2 doit être adressée par l'employeur, sous pli recommandé à la poste, le jour même de l'affichage ou de la notification individuelle, au bureau de l'Office national de l'Emploi du lieu où est située l'entreprise.

Art. 5. La notification visée à l'article 2 et la communication visée à l'article 4 doivent mentionner la date à laquelle la suspension totale de l'exécution du contrat prendra cours et la date à laquelle cette suspension prendra fin et les dates auxquelles les ouvriers seront mis en chômage.

La communication visée à l'article 4 mentionne en outre les causes économiques qui justifient la suspension complète de l'exécution du contrat et soit les nom, prénoms et adresses des ouvriers mis en chômage, soit la ou les sections de l'entreprise où le travail est suspendu.

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} février 1997 et cessera d'être en vigueur le 1^{er} août 1998.

Art. 7. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 3 mars 1997.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de werkgevers en op de werklieden van de ondernemingen die betonnen laadbakken vervoeren in de streek van Tamines en die onder het Paritair Comité voor de metaal-, machine- en elektrische bouw ressorteren.

Art. 2. Bij gebrek aan werk wegens economische oorzaken mag de uitvoering van de arbeidsovereenkomst voor werklieden volledig worden geschorst, mits ervan kennis wordt gegeven door aanplakking op een goed zichtbare plaats in de lokalen van de onderneming, ten minste zeven dagen vooraf, de dag van de aanplakking niet inbegrepen.

De aanplakking kan worden vervangen door een geschreven kennisgeving aan iedere werkloos gestelde werkmán, ten minste zeven dagen vooraf, de dag van de kennisgeving niet inbegrepen.

Art. 3. De duur van de volledige schorsing van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst voor werklieden bij gebrek aan werk wegens economische oorzaken mag dertien weken niet overschrijden.

Art. 4. Mededeling van de bij artikel 2 bedoelde aanplakking of individuele kennisgeving, moet door de werkgever, onder een bij de post aangetekende omslag, de dag zelf van de aanplakking of van de individuele kennisgeving worden gezonden aan het bureau van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening van de plaats waar de onderneming gevestigd is.

Art. 5. De bij artikel 2 bedoelde kennisgeving en de bij artikel 4 bedoelde mededeling moeten de datum vermelden waarop de volledige schorsing van de uitvoering van de overeenkomst zal ingaan en de datum waarop deze schorsing een einde zal nemen en de data waarop de werklieden werkloos zullen gesteld worden.

De bij artikel 4 bedoelde mededeling vermeldt daarenboven de economische oorzaken die de volledige schorsing van de uitvoering van de overeenkomst rechtvaardigen en hetzij de naam, de voornamen en het adres van de werkloos gestelde werklieden, hetzij de afdeling(en) van de onderneming waar de arbeid wordt geschorst.

Art. 6. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 februari 1997 en houdt op van kracht te zijn op 1 augustus 1998.

Art. 7. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 3 maart 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

MINISTERE DES COMMUNICATIONS
ET DE L'INFRASTRUCTURE

F. 97 — 707

[S - C - 96/14241]

Arrêté royal relatif aux agréments
d'équipements terminaux de télécommunications

RAPPORT AU ROI

Sire,

La procédure d'agrément d'équipement actuellement en vigueur est contenue dans le code de procédure BE/AD 200 relatif à l'agrément-type d'équipement terminal de télécommunication.

Cette procédure ressemble beaucoup à la procédure "examen CE de type" décrite à l'annexe I de la Directive 91/263/CEE du Conseil concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux équipements terminaux de télécommunications, incluant la reconnaissance mutuelle de leur conformité, dont le présent arrêté royal envisage la transposition en droit belge. Le code de procédure BE/AD 200 est cependant limité à la réglementation de l'agrément pour

MINISTERIE VAN VERKEER
EN INFRASTRUCTUUR

N. 97 — 707

[S - C - 96/14241]

Koninklijk besluit betreffende de goedkeuringen
van eindapparaten voor telecommunicatie

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

De thans geldende goedkeuringsprocedure voor eindapparatuur ligt vevat in de procedurecode BE/AD 200 inzake type-goedkeuring van eindapparatuur voor telecommunicatie.

Deze procedure vertoont sterke gelijkenis met de procedure "type-onderzoek" beschreven in bijlage I van Richtlijn 91/263/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 29 april 1991 inzake de onderlinge aanpassing van de wetgevingen der Lid-Staten betreffende eindapparatuur voor telecommunicatie en de onderlinge erkenning van de conformiteit van de apparatuur, waarvan dit koninklijk besluit de omzetting in Belgisch recht beoogt. Procedurecode BE/AD 200

le marché national. Le présent arrêté royal prévoit en outre l'élaboration du code de procédure, conformément à l'article 94 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

La compétence de fixer les procédures d'agrément, les spécifications techniques (...) et les règles relatives à l'accréditation et au contrôle des laboratoires chargés des tests préalables, les règles relatives à la délivrance des certificats de conformité (...) sont attribuées au Ministre par l'article 94, § 2, de la loi susmentionnée, tandis que la compétence de fixer le montant des redevances à payer à l'Institut par les demandeurs d'agrément, de certificats de conformité (...) pour couvrir les dépenses résultant de l'examen de ces demandes, est attribuée au Roi par l'article 94, § 5, de la même loi.

Dans le présent arrêté royal, ces dispositions ne sont pas scindées en un arrêté royal et un arrêté ministériel pour les raisons suivantes :

— si les redevances à payer étaient fixées dans un arrêté royal, tandis que les dispositions générales étaient formulées dans un arrêté ministériel, cette situation aurait pour conséquence que ces dispositions seraient fixées dans une norme moins élevée que les redevances qui ne résultent que des dispositions générales :

— la Constitution attribue au Roi, dans l'article 108, la compétence générale d'exécuter les lois.

Ainsi, l'occasion est saisie de la transposition de la Directive 91/263/CEE — réglant l'agrément pour le marché européen — pour publier en tant qu'arrêté royal la procédure d'agrément pour le marché national et pour l'adapter de façon à obtenir une uniformité et une complémentarité entre les différentes procédures.

L'article 2 du présent arrêté royal prévoit que l'arrêté s'applique à tout équipement de télécommunications, qu'il soit destiné à l'infrastructure publique de télécommunications ou non.

Par conséquent, tout équipement de télécommunications est soumis au présent arrêté royal et ne peut être commercialisé qu'après avoir été marqué de façon adéquate. Au cas où un appareil aurait déjà été agréé dans un autre pays de l'Union européenne sur la base de normes nationales, un agrément pour le marché belge peut être obtenu en vertu de la reconnaissance mutuelle du rapport d'agrément, à condition que les normes utilisées pour le test soient équivalentes aux normes belges.

Le présent arrêté royal règle les procédures d'agrément en vue du marquage qui indique que les appareils destinés à être raccordés à l'infrastructure publique de télécommunications peuvent être raccordés à l'infrastructure publique belge de télécommunications. Il s'agit plus particulièrement du marquage CE tel qu'il est décrit dans la Directive 91/263/CEE et du marquage national.

Les appareils terminaux de télécommunications ne sont susceptibles d'être agréés que s'ils satisfont aux exigences fondamentales mentionnées à l'article 5 du présent arrêté. Les exigences essentielles indiquent d'une manière générale de quels aspects essentiels un fabricant doit tenir compte avant de mettre un appareil terminal sur le marché.

Les exigences essentielles consistent d'abord en des exigences horizontales :

— sécurité de l'utilisateur pour autant qu'elle ne soit pas déjà couverte par l'arrêté royal du 23 mars 1977 fixant les garanties de sécurité que doivent offrir un certain nombre de machines électriques, appareils et conduites;

— sécurité du personnel des exploitants de réseaux publics de télécommunications pour autant qu'elle ne fasse pas l'objet de l'arrêté royal du 23 mars 1977 fixant les garanties de sécurité que doivent offrir un certain nombre de machines électriques, appareils et conduites.

D'autre part, il existe un certain nombre d'exigences essentielles qui dépassent les exigences horizontales. En effet, il va de soi que l'appareillage de télécommunications doit remplir un certain nombre de fonctions de base afin de ne pas endommager l'infrastructure publique de télécommunications et de pouvoir communiquer avec le réseau et d'autres appareils terminaux. Ces prescriptions concernant plus spécifiquement les télécommunications sont :

— prescriptions électromagnétiques de compatibilité pour autant qu'elles soient spécifiques à l'appareil terminal;

beperkt zich echter tot het regelen van de goedkeuring voor de nationale markt. Bovendien voorziet dit koninklijk besluit in de uitwerking van de procedurecode overeenkomstig artikel 94 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven.

De bevoegdheid voor het vastleggen van de goedkeuringsprocedure, de technische specificaties (...) en de regelen inzake de erkenning van en het toezicht op de laboratoria belast met de voorafgaande testen, de regelen inzake de aflevering van conformiteitscertificaten (...) worden door artikel 94, § 2, van de eerder vermeldde wet opgedragen aan de Minister terwijl de bevoegdheid om het bedrag vast te stellen van de rechten die aan het Instituut moeten worden betaald door de aanvragers van goedkeuring, conformiteitscertificaten (...) om de kosten te dekken die voortvloeien uit het onderzoek van die aanvragen, door artikel 94, § 5, van dezelfde wet toegekend wordt aan de Koning.

In dit koninklijk besluit worden deze bepalingen niet opgesplitst in een koninklijk besluit en een ministerieel besluit om de volgende redenen :

— indien de verschuldigde rechten vastgelegd worden in een koninklijk besluit terwijl de algemene bepalingen geformuleerd worden in een ministerieel besluit, heeft dit tot gevolg dat de algemene bepalingen vastgelegd zouden zijn in een lagere norm dan de rechten die slechts voortvloeien uit de algemene bepalingen;

— de Grondwet draagt in artikel 108 aan de Koning de algemene bevoegdheid op om de wetten uit te voeren.

Zodoende wordt gebruik gemaakt van de omzetting van Richtlijn 91/263/EEG — die de goedkeuring regelt voor de Europese markt — om de goedkeuringsprocedure voor de nationale markt als koninklijk besluit te publiceren en zodanig aan te passen dat er een eenvoudigheid en complementariteit ontstaat tussen de verschillende procedures.

Artikel 2 van dit koninklijk besluit bepaalt dat het van toepassing is op alle telecommunicatieapparatuur ongeacht of ze bestemd is om te worden aangesloten op de openbare telecommunicatie-infrastructuur of niet.

Alle telecommunicatie-apparatuur is derhalve onderworpen aan dit koninklijk besluit en mag pas op de markt gebracht worden na op de juiste manier te zijn gemerkt. In het geval een toestel reeds eerder werd goedgekeurd in een ander land van de Europese Unie op basis van nationale normen, kan een goedkeuring voor de Belgische markt bekomen worden op basis van wederzijdse erkenning van het goedkeuringsrapport, op voorwaarde dat de normen waartegen getest werd, equivalent zijn met de Belgische normen.

Voor eindtoestellen die bestemd zijn om te worden aangesloten op telecommunicatie-infrastructuur, regelt dit koninklijk besluit bijgevolg de goedkeuringsprocedures die leiden tot markeringen die erop duiden dat deze eindtoestellen aangesloten mogen worden op de Belgische openbare telecommunicatie-infrastructuur. Het gaat meer bepaald om CE-markeringen zoals beschreven in Richtlijn 91/263/EEG en nationale markering.

Eindapparaten voor telecommunicatie komen slechts in aanmerking voor goedkeuring wanneer zij voldoen aan de fundamentele voorschriften vermeld in artikel 5 van dit besluit. De fundamentele voorschriften geven op een algemene manier aan met welke essentiële aspecten een fabrikant rekening moet houden vooraleer een eindapparaat op de markt te brengen.

De fundamentele voorschriften zijn enerzijds de horizontale vereisten :

— veiligheid van de gebruiker voor zover dit niet reeds gedekt zou zijn door het koninklijk besluit van 23 maart 1977 tot vaststelling van de veiligheidswaarborgen welke bepaalde elektrische machines, apparaten en leidingen moeten bieden;

— veiligheid van het personeel van de exploitanten van openbare telecommunicatienetten voor zover dit niet werd geregeld door het koninklijk besluit van 23 maart 1977 tot vaststelling van de veiligheidswaarborgen welke bepaalde elektrische machines, apparaten en leidingen moeten bieden.

Anderzijds bestaan er een aantal essentiële voorschriften die verder gaan dan de horizontale vereisten. Het spreekt immers voor zich dat telecommunicatieapparatuur een aantal basisfuncties moet vervullen teneinde geen schade toe te brengen aan de openbare telecommunicatie-infrastructuur en te kunnen communiceren met het net en andere eindapparatuur. Deze telecommunicatie-specifieke voorschriften zijn :

— elektromagnetische compatibiliteitsvoorschriften voor zover zij specifiek zijn voor het eindapparaat;

— protection de l'infrastructure publique de télécommunication contre les dommages;

— le cas échéant, utilisation efficace du spectre des fréquences radio;

— interaction des appareils terminaux avec les installations de l'infrastructure publique de télécommunications au profit de l'établissement, la modification, la facturation, le maintien et la cessation de liaisons réelles ou virtuelles;

— interaction d'appareils terminaux via l'infrastructure publique de télécommunications dans des cas justifiés.

Conformément à ces prescriptions fondamentales, et selon le type d'appareil terminal et le marché sur lequel ils sont commercialisés, des prescriptions techniques communes, des normes harmonisées ou des spécifications techniques nationales sont élaborées.

Les CTR (Common Technical Regulations) sont des prescriptions techniques communes fixant les exigences essentielles spécifiques aux télécommunications et qui sont adoptées par le comité réglementaire ACTE (Approvals Committee for Telecommunications Equipment) sur la base de normes établies par l'ETSI dans le cadre du système européen de normalisation. Les prescriptions techniques communes adoptées et publiées remplacent toutes les spécifications techniques nationales en la matière et doivent obligatoirement être appliquées. L'appareillage terminal agréé conformément aux CTR doit porter le marquage CE. Cet appareillage peut être commercialisé et mis en service dans tous les autres Etats membres sans autre formalité ou agrément.

Contrairement aux CTR, les normes harmonisées n'ont pas un caractère contraignant. La Commission européenne part cependant du principe que l'appareillage fabriqué conformément aux normes harmonisées, élaborées par un organisme de normalisation européen et publiées dans le *Journal officiel des Communautés européennes*, offre suffisamment de garanties quant au respect des exigences essentielles pour qu'il puisse accéder librement à la totalité du marché de la CE. Il ne peut cependant être perdu de vue que l'infrastructure de télécommunications diffère selon les Etats membres et qu'on se trouve en présence de réseaux publics différents ayant chacun des caractéristiques techniques et des spécifications différentes. Dans ces cas, les spécifications nationales demeurent d'application. Les appareils terminaux agréés conformément aux spécifications nationales belges peuvent uniquement être mis en vente sur le marché belge.

Les spécifications techniques nationales seront élaborées plus tard dans des arrêtés ministériels par appareil type.

Pour éviter la traduction et la publication intégrale des CTR (caractéristiques techniques communes) et des prescriptions harmonisées (ces documents sont très volumineux et techniques), l'arrêté prévoit que leur validité est assurée quand leur référence de publication au *Journal officiel des Communautés européennes* est mentionnée. De cette manière, l'article 94, § 2, de la loi précitée est exécuté.

Avant qu'un appareil terminal puisse être raccordé à l'infrastructure publique de télécommunications, il doit porter une marque d'agrément après avoir suivi avec fruit une des procédures suivantes :

1. un examen de type tel que défini par les articles 7 et 8 du présent arrêté, suivi d'une procédure de "conformité au type" prévu par l'article 9, §§ 1^{er} et 2, du présent arrêté;

2. un examen de type tel que défini par les articles 7 et 8 du présent arrêté, suivi d'une procédure "surveillance de la qualité du produit" définie par les articles 10 et 11 du présent arrêté, et accompagné d'une déclaration de conformité au type, comme le prévoient les articles 9, § 1^{er}, et 10, § 4, du présent arrêté.

L'appareillage pouvant être raccordé à l'infrastructure publique de télécommunication, mais qui n'y est pas destiné, doit, comme le prévoit l'article 3 du présent arrêté, être marqué en conséquence et être accompagné d'une déclaration de non-destination à l'infrastructure publique de télécommunications. Une telle déclaration doit être remplie par le fournisseur ou le fabricant. Lorsque cet appareillage est commercialisé pour la première fois en Belgique, un exemplaire de cette documentation doit être envoyé à l'I.B.P.T. L'I.B.P.T. peut demander à tout instant au fabricant ou au fournisseur de justifier la destination de l'appareil.

— bescherming van de openbare telecommunicatie-infrastructureur tegen schade;

— doelmatig gebruik van het radiofrequentiespectrum, in voorkomend geval;

— interactie van eindapparaten met de installaties van de openbare telecommunicatie-infrastructureur ten behoeve van het tot stand brengen, het wijzigen, het aanrekenen, het in stand houden en het beëindigen van reële of virtuele verbindingsen;

— interactie van eindapparaten via de openbare telecommunicatie-infrastructureur in gerechtvaardigde gevallen.

Conform deze fundamentele voorschriften worden, naar gelang van het soort eindapparaat en de markt waarop ze gecommmercialiseerd worden, gemeenschappelijke technische voorschriften, geharmoniseerde normen of nationale technische specificaties uitgewerkt.

CTR's (Common Technical Regulations) zijn gemeenschappelijke technische voorschriften die de telecom-specifieke fundamentele voorschriften vastleggen en die aangenomen worden door het regelgevend comité ACTE (Approvals Committee for Telecommunications Equipment) op basis van normen opgesteld door het ETSI in het kader van het Europese normalisatiesysteem. Aangenomen en gepubliceerde gemeenschappelijke technische voorschriften vervangen alle nationale technische specificaties ter zake en moeten verplicht toegepast worden. Eindapparatuur goedgekeurd overeenkomstig CTR's moet de CE-markering dragen. Deze apparatuur mag zonder verdere formaliteit of goedkeuring in alle andere Lid-Staten op de markt worden gebracht en in dienst gesteld.

In tegenstelling tot CTR's hebben geharmoniseerde normen geen verplichtend karakter. De Europese Commissie gaat er echter van uit dat apparatuur die gefabriceerd is conform geharmoniseerde normen die uitgewerkt zijn door een Europese normalisatie-instelling en gepubliceerd zijn in het *Publiekatieblad van de Europese Gemeenschappen*, voldoende zekerheid biedt inzake het naleven van fundamentele voorschriften opdat ze vrije toegang zouden krijgen tot de volledige EG-markt. Er mag echter niet uit het oog verloren worden dat de telecommunicatie-infrastructureur van Lid-Staat tot Lid-Staat verschilt zodat men te maken heeft met divergente openbare netten met eigen technische kenmerken en specificaties. In dergelijke gevallen blijven nationale specificaties van toepassing. Eindapparaten die goedgekeurd zijn overeenkomstig nationale Belgische specificaties mogen enkel in de handel worden gebracht met als bestemming de Belgische markt.

De nationale technische specificaties zullen per type-toestel later worden uitgewerkt in ministeriële besluiten.

Om te vermijden dat zowel CTR's (gemeenschappelijke technische kenmerken) en geharmoniseerde voorschriften in extenso vertaald en gepubliceerd zouden moeten worden, (het gaat de facto om zeer lijvige en uiterst technische documenten) wordt in het besluit bepaald dat ze rechtsgeldig worden door verwijzing naar de referentie waaronder ze bekendgemaakt worden in het *Publiekatieblad van de Europese Gemeenschappen*. Op deze manier wordt uitvoering gegeven aan artikel 94, § 2, van de eerder vernoemde wet.

Voordat een eindapparaat aangesloten mag worden op de openbare telecommunicatie-infrastructureur, moet het een goedkeuringsmerkteken dragen na het succesvol doorlopen van één van de volgende procedures :

1. een typeonderzoek zoals bepaald in de artikelen 7 en 8 van dit besluit, gevolgd door een procedure "overeenstemming met het type" bepaald in artikel 9, §§ 1 en 2, van dit besluit;

2. een typeonderzoek zoals bepaald in de artikelen 7 en 8 van dit besluit, gevolgd door een procedure "produktkwaliteitsbewaking" bepaald in de artikelen 10 en 11 van dit besluit, en vergezeld van een verklaring van typeovereenstemming overeenkomstig de artikelen 9, § 1, en 10, § 4, van dit besluit.

Apparatuur die aangesloten kan worden op de openbare telecommunicatie-infrastructureur, maar hiervoor niet bestemd is, moet, zoals vastgesteld in artikel 3 van dit besluit, dienovereenkomstig gemerkt zijn en vergezeld gaan van een verklaring van niet-bestemming tot aansluiting op de openbare telecommunicatie-infrastructureur. Een dergelijke verklaring moet ingevuld worden door de leverancier of fabrikant. Wanneer dergelijke apparatuur voor het eerst in de handel wordt gebracht in België moet een exemplaar van deze documentatie aan het B.I.P.T. toegezonden worden. Het B.I.P.T. kan op ieder ogenblik aan de fabrikant of leverancier vragen de bestemming van het apparaat te rechtvaardigen.

Le marquage prévu à l'article 16 du présent arrêté tient compte de la Directive 93/68/CEE du Conseil des Communautés européennes du 22 juillet 1993, qui a apporté quelques modifications mineures à la présentation des marquages.

Le marquage à la suite d'une procédure nationale d'agrément reste inchangé par rapport à celui qui est actuellement en vigueur.

Pour couvrir les frais réels de l'I.B.P.T. pour l'agrément des appareils terminaux, un droit de dossier est demandé aux demandeurs pour :

1. l'examen type (article 7, § 3, 10°, du présent arrêté);
2. les frais liés à l'examen pour l'agrément du système pour la surveillance de la qualité du produit (article 12 du présent arrêté);

3. les adaptations administratives des attestations d'agrément (article 13, § 4, du présent arrêté).

La base juridique pour des indemnités de ce type se trouve aux articles 78, 4°, et 94, 5°, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

En ce qui concerne les droits, il faut remarquer que ceux-ci satisfont aux critères qui caractérisent une rétribution, à savoir ceux qui :

- constituent la contre-prestation immédiate d'un service;
- sont en rapport avec le prix de revient du service;
- concernent un service auquel le redevable fait volontairement appel et qui est spécialement dans son intérêt. Il ressort en effet de l'arrêt du Conseil d'Etat du 24 mars 1981 dans l'affaire Staes Marcel qu'il est déterminant que celui qui doit payer exerce volontairement l'activité donnant lieu au paiement du droit. En d'autres termes, on satisfait au critère s'il est possible d'échapper au paiement du droit en abandonnant l'activité ou le service.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

Le Ministre de l'Economie et des Télécommunications,
E. DI RUPO

[S - C - 96/14241]

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre, Ministre des Communications et des Entreprises publiques, le 22 février 1995, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté d'arrêté royal "relatif à l'agrément d'appareils terminaux de télécommunications", a donné le 7 février 1996 l'avis suivant :

Observations générales

1. Les équipements terminaux de télécommunications font l'objet des articles 93 à 96, formant le titre III, chapitre VIII, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

Les pouvoirs délégués par ces dispositions légales le sont au ministre compétent pour les télécommunications, à la seule exception de celui attribué au Roi par l'article 94, § 5.

Si le projet entend s'inscrire dans la perspective ainsi tracée par la loi, nonobstant le pouvoir général qui est reconnu au Roi d'assurer l'exécution des lois en vertu de l'article 108 de la Constitution, peut-être la sécurité juridique imposerait-elle que les dispositions du projet qui n'ont pas pour objet d'établir des "redevances" à acquitter à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications par les demandeurs d'agrément pour couvrir les dépenses résultant de l'examen de ces demandes (1), fussent arrêtées par ce ministre plutôt que par le Roi.

2. La directive 91/263/CEE du Conseil des Communautés européennes du 29 avril 1991, dont le projet vise à assurer la transposition, a pour l'essentiel trait aux équipements terminaux de télécommunications au sens de son article 1^{er}, paragraphe 2, et de l'article 68, 7°, de la loi du

(1) Voir toutefois, pour ce qui concerne ces "redevances", l'observation générale 5.

De markering waarvan sprake in artikel 16 van dit besluit houdt rekening met Richtlijn 93/68/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 22 juli 1993, die een aantal lichte wijzigingen aanbracht aan de lay-out van de merktekens.

De markering naar aanleiding van een nationale goedkeuringsprocedure blijft ongewijzigd ten opzichte van de thans geldende.

Om de reële kosten te dekken die het B.I.P.T. heeft voor de goedkeuring van eindapparaten, wordt aan de aanvragers een dossierrecht gevraagd voor :

1. het typeonderzoek (artikel 7, § 3, 10°, van dit besluit);
2. de kosten verbonden met het onderzoek voor de goedkeuring van een systeem voor produktkwaliteitsbewaking (artikel 12 van dit besluit);
3. administratieve aanpassingen van goedkeuringsattesten (artikel 13, § 4, van dit besluit).

De rechtsbasis voor dergelijke vergoedingen is te vinden in de artikels 78, 4°, en 94, 5°, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven.

Wat betreft de rechten moet opgemerkt worden dat deze voldoen aan de criteria die een retributie kenmerken, nl. :

- de onmiddellijke tegenprestatie vormen van een dienst;
- in verhouding staan tot de kostprijs van de dienst;
- verband houden met een dienst waarop de retributieplichtige vrijwillig een beroep doet en die speciaal in zijn belang is. Uit het arrest van de Raad van State in de zaak Staes Marcel van 24 maart 1981 blijkt immers dat beslissend is of diegene die moet betalen vrijwillig de activiteit uitoefent die aanleiding geeft tot het betalen van het recht. Er is met andere woorden voldaan aan dit criterium indien het mogelijk is om te ontsnappen aan de betaling van het recht door af te zien van de activiteit, of de dienst.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Economie en Telecommunicatie,
E. DI RUPO

[S - C - 96/14241]

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, negende kamer, op 22 februari 1995 door de Vice-Eerste Minister, Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de goedkeuring van eindapparaten voor telecommunicatie", heeft op 7 februari 1996 het volgend advies gegeven :

Algemene opmerkingen

1. De regels betreffende eindapparatuur voor telecommunicatie staan vermeld in de artikelen 93 tot 96, die titel III, hoofdstuk VIII, vormen van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven.

De bevoegdheden die door deze wetsbepalingen gedelegeerd worden, worden opgedragen aan de minister bevoegd voor de telecommunicatie, met als enige uitzondering de bevoegdheid die door artikel 94, § 3, aan de Koning wordt opgedragen.

Hoewel het ontwerp de aldus door de wet getrokken beleidslijnen wil volgen, ongeacht de algemene bevoegdheid om de uitvoering van de wetten te garanderen die krachtens artikel 108 van de Grondwet aan de Koning is opgedragen, zou de rechtszekerheid misschien kunnen verzeilen dat de bepalingen van het ontwerp die er niet toe strekken "rechten" vast te stellen die aan het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie moeten worden betaald door de aanvragers van goedkeuringen om de kosten te dekken die voortvloeien uit het onderzoek van die aanvragen (1), door de minister in plaats van door de Koning worden vastgesteld.

2. Richtlijn 91/263/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 29 april 1991, tot de omzetting waarvan het ontwerp strekt, heeft voornamelijk betrekking op eindapparatuur voor telecommunicatie in de zin van artikel 1, lid 2, ervan en van artikel 68, 7°, van de

(1) Zie echter, wat die "rechten" betreft, algemene opmerking nr. 5.

21 mars 1991 précitée, c'est-à-dire aux équipements destinés à être connectés à l'infrastructure publique de télécommunications ou a "interfonctionner" de quelque manière avec elle.

Toutefois, cette directive comporte également quelques règles applicables à l'équipement "susceptible d'être connecté au réseau public de télécommunications, sans être destiné à une telle utilisation" (2).

Ces règles sont déjà partiellement transposées dans la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques (3).

Le projet contient, lui aussi, certaines dispositions applicables aux équipements de ce type (4).

Ces dernières, comme en a convenu la déléguée du ministre, doivent être groupées dans un chapitre distinct exclusivement consacré aux équipements susceptibles d'être connectés à l'infrastructure publique de télécommunications sans y être destinés, au lieu d'être disséminées, comme elles le sont dans le projet, parmi celles relatives aux appareils terminaux (5).

L'organisation du texte doit, en effet, contribuer à faire percevoir d'emblée le caractère essentiellement distinct de ces deux catégories d'équipements et des règles auxquelles chacune d'elle est soumise.

3. Selon l'article 5 de la directive 91/263/CEE,

"Les Etats membres n'entravent pas la mise sur le marché, la libre circulation ni l'utilisation sur leur territoire des équipements terminaux qui satisfont aux dispositions de la présente directive".

L'article 94, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques transpose ce principe essentiel dans la législation belge : cette disposition légale ne permet, en effet, pas de soumettre à une nouvelle procédure d'agrément préalable selon le droit belge les équipements terminaux pourvus du marquage "CE" de conformité décrit à l'article 11, paragraphe 1^{er}, de la directive et représenté dans son annexe VI (6).

Sont, dès lors, seuls soumis par la loi aux procédures d'agrément prévues par l'arrêté en projet les équipements terminaux qui ne sont pas munis de ce marquage "CE" de conformité. Le champ d'application du projet doit être revu en conséquence, afin de restreindre à ces seuls équipements l'application desdites procédures.

4. L'Etat belge a désigné, en exécution de l'article 10, paragraphe 1^{er}, de la directive, l'Institut belge des services postaux et des télécommunications pour intervenir dans les procédures de certification décrites dans les annexes I, II et III de la directive (7) et a notifié cette désignation à la Commission des Communautés européennes, mais n'a désigné aucun organisme pour accomplir les tâches imparties à l'organisme "notifié" par l'annexe IV, qui règle "l'assurance de qualité complète".

(2) Articles 2, 3, paragraphes 2 et 3, et 11, paragraphes 2 et 4. Par définition, les appareils de ce genre ne sont pas des équipements terminaux, dont la caractéristique est précisément d'être destinés à la connexion au réseau public de télécommunications.

(3) Articles 94, § 1^{er}, alinéa 2, et 96, 1^{er} et 3^{er}.

(4) Articles 2, 5, 16, paragraphes 4 et 5, et 18 en tant qu'il se réfère à l'article 5.

(5) Cette recommandation est formulée sous réserve des observations particulières dont les dispositions susvisées font ci-après l'objet.

(6) Ce marquage a pour fonction d'attester que l'équipement a fait l'objet, à l'issue de l'évaluation de conformité prévue par le chapitre II de la directive, de la décision de l'organisme notifié, visée à l'article 10, paragraphe 6, approuvant la connexion de l'équipement terminal au réseau public de télécommunications. Les mesures que les Etats membres peuvent prendre, lorsque ce marquage est apposé, sont exclusivement celles prévues par les articles 3, paragraphe 3, 8 et 12; la règle fondamentale énoncée à l'article 5 s'applique pour le reste pleinement, ce qui exclut l'exigence d'un agrément national.

(7) *Journal officiel des Communautés européennes*, C 280 du 25 octobre 1995, p. 138.

voormelde wet van 21 maart 1991, dat wil zeggen op apparatuur die bestemd is om te worden aangesloten op de openbare telecommunicatie-infrastructuur of om er op enigerlei wijze mee in "interactie" te treden.

Die richtlijn bevat echter ook enige regels die van toepassing zijn op apparatuur "die op openbare telecommunicatienetten kan worden aangesloten, maar niet voor dit doel bestemd is" (2).

De regels zijn reeds ten dele in Belgisch recht omgezet door de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven (3).

Ook sommige bepalingen van het ontwerp zijn op dat type apparatuur van toepassing (4).

De gemachtigde van de minister is het er mee eens dat die bepalingen moeten worden samengebracht in een apart hoofdstuk dat uitsluitend gewijd is aan de apparatuur die op openbare telecommunicatie-infrastructuur kan worden aangesloten, maar daarvoor niet bestemd is, en niet onder de bepalingen betreffende de eindapparatuur verspreid mogen staan, zoals in het ontwerp (5).

De indeling van de tekst moet er immers toe bijdragen dat onmiddellijk duidelijk wordt dat die beide categorieën van apparatuur en de regels die op elk ervan toepasselijk zijn, wezenlijk verschillend zijn.

3. Volgens artikel 5 van richtlijn 91/263/EEG mogen,

"de Lid-Staten (...) het in de handel brengen, het vrije verkeer en het gebruik op hun grondgebied van eindapparatuur die aan de bepalingen van deze richtlijn voldoet, niet belemmeren".

Door artikel 94, § 1, eerste lid, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven wordt dat wezenlijk beginsel in de Belgische wetgeving omgezet : deze wetsbepaling maakt het immers niet mogelijk een nieuwe voorafgaande goedkeuringsprocedure volgens het Belgische recht voor te schrijven voor eindapparatuur waarop de "CE"-markering van overeenstemming is aangebracht, zoals beschreven in artikel 11, lid 1, van de richtlijn en weergegeven is in bijlage VI ervan (6).

Bijgevolg zijn de goedkeuringsprocedures waarin het ontworpen besluit voorziet, krachtens de wet alleen van toepassing op de eindapparatuur die niet van die CE-markering van overeenstemming is voorzien. De werkingssfeer van het ontwerp behoort dienovereenkomstig te worden herzien, teneinde die procedures alleen op die apparatuur van toepassing te maken.

4. De Belgische Staat heeft ter uitvoering van artikel 10, lid 1, van de richtlijn het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie aangewezen als bevoegde instantie voor de certificatieprocedures beschreven in de bijlagen I, II en III van de richtlijn (7) en deze aanwijzing bij de Commissie van de Europese Gemeenschappen aangemeld, maar heeft geen enkele instantie aangewezen voor het vervullen van de taken die aan de "aangemelde" instantie worden opgedragen door bijlage IV, die "de volledige kwaliteitsbewaking" regelt.

(2) De artikelen 2, 3, lid 2 en 3, en 11, lid 2 en 4. Zulke apparatuur is per definitie geen eindapparatuur, aangezien eindapparatuur juist gekenmerkt wordt door het feit dat ze bestemd is om op het openbaar telecommunicatienet te worden aangesloten.

(3) De artikelen 94, § 1, tweede lid, en 96, 1^{er} en 3^{er}.

(4) De artikelen 2, 5, 16, paragrafen 4 en 5, en 18, voor zover het naar artikel 5 verwijst.

(5) Deze aanbeveling wordt gedaan onder voorbehoud van de specifieke opmerkingen die hierna over de voormelde bepalingen worden gemaakt.

(6) Die markering heeft tot doel te bewijzen dat ten aanzien van die apparatuur, na afloop van de conformiteitsbeoordeling voorgeschreven door hoofdstuk II van de richtlijn, door de aangemelde instantie de in artikel 10, lid 6, bedoelde beslissing is genomen houdende machtiging tot aansluiting van de eindapparatuur op het openbare telecommunicatienet. Wanneer die markering is aangebracht, kunnen de Lid-Staten alleen de maatregelen treffen bedoeld in de artikelen 3, lid 3, 8 en 12; de fundamentele regel vermeld in artikel 5 is overigens volkomen van toepassing, waardoor de eis van een nationale goedkeuring wordt uitgesloten.

(7) *Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen*, C 280 van 25 oktober 1995, blz. 138.

Selon les informations communiquées par la Direction générale XIII de la Commission, l'article 9, paragraphes 1^{er} et 2, de la directive n'impose pas à chaque Etat membre l'obligation de désigner un organisme au moins pour mettre en oeuvre chacune des procédures décrites dans les annexes I à IV, mais seulement celle de n'entraver l'accès à aucune d'elles, ce qui implique seulement qu'il doit permettre au fabricant ou à son mandataire établi sur son territoire de choisir l'une quelconque de ces procédures et de s'adresser à un organisme notifié par un Etat membre au moins, afin de s'acquitter des obligations imposées par la procédure de son choix (8).

La déléguée du Gouvernement a, par conséquent, indiqué que l'article 13 du projet en serait omis et que les autres articles qui s'y réfèrent seraient adaptés en conséquence. De ce fait, le Conseil d'Etat s'abstient d'examiner cet article du projet.

5. L'article 8, § 3, alinéa 1^{er}, 9^e, et alinéas 2 à 4, l'article 9, § 4, alinéa 2, l'article 14 et l'article 15, § 4, alinéa 3, doivent être omis.

Ils ont, en effet, trait à des "redevances", à des "droits de dossier" et à des remboursements de coûts et de frais divers, qui constitueraient autant de perceptions ne réunissant pas les trois caractères distinctifs de la redevance : elle doit constituer la contrepartie immédiate d'un service; elle doit être proportionnée au coût de ce service; le redevable doit recourir volontairement à ce service qui lui est spécialement rendu, dans son intérêt, non celui de la collectivité (9).

Or, en l'espèce, si le demandeur trouvera un intérêt à l'évaluation de la conformité du produit qu'il entend commercialiser et à l'agrément qui pourra s'ensuivre, cet intérêt résulte, lui-même, de l'obligation que lui impose l'autorité de ne le mettre sur le marché qu'après en avoir obtenu l'agrément et cette obligation est essentiellement établie dans l'intérêt des consommateurs et des opérateurs de télécommunications, non dans le sien. Le but étant de rendre service à la collectivité plutôt qu'à lui, le coût ne peut lui en être imputé à titre de redevance par un arrêté; il ne peut l'être que par la loi elle-même, s'agissant, non de la contrepartie du service rendu, mais d'une imposition (10).

(8) Voir en ce sens, la déclaration déposée aux minutes du Conseil (ECO 137 du 11 juillet 1990) suivant laquelle "le Conseil et la Commission déclarent que les Etats membres ne sont pas obligés suivant les termes proposés dans la directive d'établir sur leur territoire les structures qui permettraient aux fabricants d'utiliser la procédure de l'Annexe IV".

(9) Ces critères ont été rappelés dans l'avis donné le 11 juillet 1994 sur l'a avant-projet devenu la loi du 12 décembre 1994 modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques et la loi du 17 juin 1991 portant organisation du secteur public du crédit et de la détention des participations du secteur public dans certaines sociétés financières de droit privé (document parlementaire, Chambre des représentants, 1551/1-93/94, p. 15). Voir aussi, entre autres, l'avis donné le 6 août 1990 sur un avant-projet de loi « réglant la profession de détective privé » (document parlementaire, Sénat, 1259-1 (1990-1991), pp. 43-44).

(10) « Le but poursuivi sert donc de critère au service. Ou plus exactement il permet de déterminer les personnes auxquelles peut être imputée la rémunération. Pour celles qui ne bénéficient pas du contrôle, les sommes perçues à l'occasion des contrôles dont elles font l'objet constituent une taxe : celle-ci ne peut être instituée que par voie législative » (Pierre Delvolvé, note sous l'arrêt du Conseil d'Etat de France du 22 décembre 1978, Syndicat Viticole des Hautes Graves de Bordeaux, Soc. civ. du Château Malartic La Gravière, Syndicat des Côtes du Bourg et du Bourget et Gallet, Recueil Dalloz Sirez, 1979, p. 125); voir spécialement dans l'arrêt, le considérant concernant l'article 3 du décret attaqué, et dans la note, les observations sur le troisième alinéa du sommaire.

Volgens de inlichtingen die door Directoraat-generaal XIII van de Commissie zijn meegedeeld, houdt artikel 9, lid 1 en 2, niet voor elke Lid-Staat de verplichting in om ten minste een instantie aan te wijzen voor het uitvoeren van elke procedure die in de bijlagen I tot IV beschreven is, maar alleen de verplichting om de toegang tot geen enkele ervan te belemmeren, wat alleen inhoudt dat hij het de fabrikant of de op zijn grondgebied gevestigde gemachtigde ervan mogelijk moet maken deze of gene van die procedures te kiezen en zich tot de door ten minste één Lid-Staat aangemelde instantie te wenden om te voldoen aan de verplichtingen die hem door de procedure van zijn keuze worden opgelegd (8).

De gemachtigde van de Regering heeft daarop te kennen gegeven dat artikel 13 van het ontwerp zou vervallen en dat de andere artikelen die daarnaar verwijzen dienovereenkomstig zouden worden aangepast. Daarom wijdt de Raad van State geen onderzoek aan dat artikel van het ontwerp.

5. Artikel 8, § 3, eerste lid, 9^e, en het tweede tot het vierde lid, artikel 9, § 4, tweede lid, artikel 14 en artikel 15, § 4, derde lid, dienen te vervallen.

Zij hebben immers betrekking op "vergoedingen", "dossierkosten", "dossierrechten" en de terugbetaling van verscheidene kosten en uitgaven, die evenveel heffingen zouden zijn die niet aan alle drie de kenmerkende eigenschappen van de retributie voldoen : zij moet de onmiddellijke tegenprestatie voor een dienst zijn, zij moet in verhouding staan tot de kostprijs van die dienst; de retributieplichtige moet vrijwillig een beroep doen op die dienst die hem speciaal in zijn belang, en niet in het belang van de gemeenschap, wordt verleend (9).

Hoewel de aanvrager in casu belang heeft bij de beoordeling van de conformiteit van het produkt dat hij in de handel wil brengen en bij de goedkeuring die daaruit kan volgen, is dat belang zelf het gevolg van de verplichting die de overheid hem oplegt om het pas in de handel te brengen na daartoe de goedkeuring te hebben gekregen en is die verplichting essentieel vastgesteld in het belang van de consumenten en van de telecomoperateurs, en niet in het zijne. Aangezien het doel er veeleer in bestaat aan de gemeenschap en niet aan hem een dienst te bewijzen, kunnen de kosten ervan hem niet als retributie bij een besluit worden aangerekend; zulks kan alleen door de wet zelf, waarbij het dan niet om de tegenprestatie voor een verstrekte dienst maar om een belasting gaat (10).

(8) Zie in dit verband de verklaring die in de notulen van de Raad (ECO 137 van 11 juli 1990) is opgenomen, volgens welke de Raad en de Commissie verklaren dat de Lid-Staten volgens de in de richtlijn voorgestelde bewoordingen niet verplicht zijn op hun grondgebied structuren te vestigen waardoor de fabrikanten de procedure van "Bijlage IV" kunnen gebruiken.

(9) Aan die criteria is herinnerd in het advies dat op 11 juli 1994 is gegeven over het voorontwerp dat de wet van 12 december 1994 is geworden tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven en van de wet van 17 juni 1991 tot organisatie van de openbare kredietsector en van het bezit van de deelnemingen van de openbare sector in bepaalde privaatrechtelijke financiële vennootschappen (parlementaire handeling, Kamer van volksvertegenwoordigers, 1551/1-93/94, blz. 15). Zie ook onder andere het advies dat op 6 augustus 1990 gegeven is over een voorontwerp van wet « tot regeling van het beroep van privé-detective » (parlementaire handeling, Senaat, 1259-1 (1990-1991), blzn. 43-44).

(10) « Le but poursuivi sert donc de critère au service. Ou plus exactement il permet de déterminer les personnes auxquelles peut être imputée la rémunération. Pour celles qui ne bénéficient pas du contrôle, les sommes perçues à l'occasion des contrôles dont elles font l'objet constituent une taxe : celle-ci ne peut être instituée que par voie législative » (Pierre Delvolvé, note bij het arrest van de Franse Raad van State van 22 december 1978, Syndicat Viticole des Hautes Graves de Bordeaux, Soc. civ. du Château Malartic La Gravière, Syndicat des Côtes du Bourg et du Bourget et Gallet, Recueil Dalloz Sirez, 1979, blz. 125); zie in het bijzonder in het arrest de considerans betreffende artikel 3 van het bestreden decreet, en in de noot, de overwegingen betreffende het derde lid van het beknopte overzicht.

6. Le texte du projet est, dans l'ensemble, mal conçu et mal rédigé. On observe notamment :

- 1° que son organisation manque de clarté;
- 2° que beaucoup de ses dispositions ne concordent pas, strictement avec celles de la directive transposée;
- 3° qu'à maints endroits, les versions française et néerlandaise du texte ne correspondent pas parfaitement.

Observations particulières

Préambule

Alinéa 1^{er}

Cet alinéa doit être complété par l'indication des dispositions du Traité qui font obligation à chaque Etat membre de transposer les directives dans son droit national et qui tracent les limites de cette obligation. On écrira donc :

"Vu le Traité du 25 mars 1957 instituant la Communauté européenne, approuvé par la loi du 2 décembre 1957, notamment l'article 100 A et 189;"

Alinéas 2 à 5

Les directives doivent être mentionnées avec leur numéro et il doit être fait référence aux modifications qui y ont été apportées. Les alinéas 2, 3 et 4 doivent, dès lors, être rédigés comme suit :

"Vu la directive 73/23/CEE du Conseil du 19 février 1973 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives au matériel électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension, modifiée par la directive 93/68/CEE du Conseil du 22 juillet 1993;

Vu la directive 89/336/CEE du Conseil du 3 mai 1989 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives à la compatibilité électromagnétique, modifiée par la directive 92/31/CEE du Conseil du 28 avril 1992 et par la directive 93/68/CEE du Conseil du 22 juillet 1993;

Vu la directive 91/263/CEE du Conseil du 29 avril 1991 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux équipements terminaux de télécommunications, incluant la reconnaissance mutuelle de leur conformité, modifiée notamment par la directive 93/68/CEE du Conseil du 22 juillet 1993;"

Quant à l'alinéa 5, il doit être omis, la référence à la directive 93/68/CEE ayant été intégrée dans les alinéas précédents.

Alinéas 6, 7 et 9

Ces alinéas doivent être omis, la loi du 16 mars 1954, celle du 10 juillet 1979 et celle du 20 juillet 1990 ne constituant pas la base légale de l'arrêté en projet.

Alinéa 8 (devenant l'alinéa 5)

La référence aux articles 114 et 122 de la loi du 21 mars 1991 doit être omise, ces dispositions ne constituant pas la base légale de l'arrêté en projet.

Par ailleurs, l'alinéa doit s'écrire :

"Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, notamment l'article 68, modifié par l'arrêté royal du 22 décembre 1994, l'article 94, modifié par la loi du 12 décembre 1994 et par l'arrêté royal du 22 décembre 1994, et l'article 96, modifié par l'arrêté royal du 22 décembre 1994".

Alinéa 10

Celui-ci doit être omis, l'arrêté royal du 22 décembre 1994 ne comprenant pas de disposition autonome et la référence aux dispositions modifiant la loi du 21 mars 1991 étant déjà faite à l'alinéa 8.

Alinéa 6 (nouveau)

Un alinéa visant la proposition de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (I.B.P.T.) doit être inséré.

Alinéa 7 (nouveau)

L'article 5, paragraphe 2, de la directive 88/301/CEE de la Commission du 16 mai 1988 relative à la concurrence dans les marchés de terminaux de télécommunications impose aux Etats membres l'obligation de communiquer à la Commission, à l'état de projet, les

6. De tekst van het ontwerp is in zijn geheel slecht geconcipteerd en slecht gesteld. Er wordt met name vastgesteld dat :

- 1° de indeling ervan onduidelijk is;
- 2° vele van de bepalingen ervan niet strikt overeenkomen met die van de omgezette richtlijn;
- 3° de Nederlandse en de Franse tekst van het ontwerp op vele plaatsen niet volkomen overeenstemmen.

Bijzondere opmerkingen

Aanbaf

Eerste lid

Dit lid dient te worden aangevuld met de opgave van de bepalingen van het Verdrag die elke Lid-Staat ertoe verplichten de richtlijnen in zijn eigen recht om te zetten en die de grenzen van die verplichting trekken. Men schrijve dan ook :

"Gelet op het Verdrag van 25 maart 1957 tot oprichting van de Europese Gemeenschap, goedgekeurd bij de wet van 2 december 1957, inzonderheid op de artikelen 100 A en 189;"

Tweede tot vijfde lid

De richtlijnen dienen met hun nummer te worden vermeld en er behoort te worden verwezen naar de wijzigingen die daarin zijn aangebracht. Het tweede, derde en vierde lid, dienen bijgevolg aldus te worden gesteld :

"Gelet op richtlijn 73/23/EEG van de Raad van 19 februari 1973 betreffende de onderlinge aanpassing van de wettelijke voorschriften der Lid-Staten inzake elektrisch materiaal bestemd voor gebruik binnen bepaalde spanningsgrenzen, gewijzigd bij richtlijn 93/68/EEG van de Raad van 22 juli 1993;

Gelet op richtlijn 89/336/EEG van de Raad van 3 mei 1989 betreffende de onderlinge aanpassing van de wetgevingen van de Lid-Staten inzake elektromagnetische compatibiliteit, gewijzigd bij richtlijn 92/31/EEG van de Raad van 28 april 1992 en richtlijn 93/68/EEG van de Raad van 22 juli 1993;

Gelet op richtlijn 91/263/EEG van de Raad van 29 april 1991 inzake de onderlinge aanpassing van de wetgevingen der Lid-Staten betreffende eindapparatuur voor telecommunicatie en de onderlinge erkenning van de conformiteit van de apparatuur, inzonderheid gewijzigd bij richtlijn 93/68/EEG van de Raad van 22 juli 1993;"

Het vijfde lid, zijnerzijds, behoort te vervallen, aangezien de verwijzing naar richtlijn 93/68/EEG reeds in de vorige leden is opgenomen.

Zesde zevende en negende lid

Deze leden dienen te vervallen, aangezien noch de wet van 16 maart 1954, noch die van 30 juli 1979, noch die van 20 juli 1990 de rechtsgrond van het ontworpen besluit vormen.

Achtste lid (dat het vijfde lid wordt)

De verwijzing naar de artikelen 114 en 122 van de wet van 21 maart 1991 behoort te vervallen, aangezien deze bepalingen niet de rechtsgrond van het ontworpen besluit vormen.

Overigens dient het lid als volgt te worden gesteld :

"Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, inzonderheid op artikel 68, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 december 1994, op artikel 94, gewijzigd bij de wet van 12 december 1994 en bij het koninklijk besluit van 22 december 1994, en op artikel 96, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 december 1994".

Tiende lid

Dit lid behoort te vervallen, aangezien het koninklijk besluit van 22 december 1994 geen autonome bepaling bevat en de verwijzing naar de bepalingen tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 reeds in het achtste lid staat.

Zesde lid (nieuw)

Er behoort een lid te worden ingevoegd dat verwijst naar het voorstel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie (B.I.P.T.).

Zevende lid (nieuw)

Artikel 5, lid 2, van richtlijn 88/301/EEG van de Commissie van 16 mei 1988 betreffende de mededinging op de markten van telecommunicatie-eindapparatuur houdt voor de Lid-Staten de verplichting in de specificaties en keuringsprocedures voor eindappara-

spécifications et procédures d'agrément pour les appareils terminaux, conformément à la directive 83/189/CEE du Conseil du 28 mars 1983 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques.

Saisie du projet par les autorités belges le 20 janvier 1995, la Commission a fait part à celles-ci de ses observations le 21 avril 1995.

Il y a, dès lors, lieu d'insérer dans le préambule un alinéa visant l'accomplissement de cette formalité (11).

Proposant

Le proposant devrait être omis si l'arrêté devait être pris par le ministre et non par le Roi (12).

Dispositif

Article 1^{er}

Le texte néerlandais de l'article 1^{er} devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise de cet avis.

Article 2

1. L'alinéa 1^{er} ne contribue guère à la compréhension du texte; il risque, au contraire, de produire une confusion entre les équipements terminaux de télécommunications et des appareils qui ne sont pas destinés à être utilisés comme tels. On renvoie, à cet égard, à l'observation générale 2. L'alinéa devrait donc être omis.

2. L'alinéa 2 devrait également être omis, s'il avait pour seule fonction d'annoncer des obligations que d'autres dispositions du projet décrivent avec davantage de précision. Dans le cas contraire, l'obligation de déclaration devrait être mieux définie, à supposer toutefois qu'elle puisse être considérée comme compatible avec les dispositions de la directive et être imposée en vertu d'une habilitation légale.

3. L'alinéa 3 règle l'application de la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications. Il doit être omis, comme en a convenu la fonctionnaire déléguée, car cette loi détermine elle-même le champ d'application de ses dispositions sans déléguer un quelconque pouvoir de l'étendre ou de le restreindre.

Article 3

Cette disposition modificative ne trouve pas sa place dans un chapitre consacré au champ d'application. On l'insérera dans le Chapitre X qui sera, dès lors, intitulé "Dispositions modificative et transitoires".

Article 4

1. Le paragraphe 1^{er} doit se lire en regard de l'article 17, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du projet. Cet alinéa doit être omis, car il reproduit une règle énoncée par la loi en ce qui concerne les équipements pourvus du marquage "CE" de conformité. A cet égard, on se reportera à l'observation générale 3, et on limitera en conséquence l'application de l'exigence d'agrément préalable prévue à l'article 4 aux appareils terminaux qui n'en sont pas munis.

2. Au sujet du paragraphe 2, la Commission des Communautés européennes a formulé l'observation suivante :

"Le projet prévoit dans son article 4, par. 2, que la demande d'agrément pour un appareil terminal de télécommunications peut être introduite par toute personne physique ou morale établie dans un des Etats membres de la Communauté européenne.

(11) Voir, au sujet de la manière dont est constaté l'accomplissement de cette formalité, l'avis L. 24.064/9 donné le 12 juillet 1995 sur un projet d'arrêté royal "relatif au raccordement de commutateurs domestiques à l'infrastructure publique de télécommunications".

(12) Voir l'observation générale 1

tuur in ontwerpstadium aan de Commissie mede te delen, overeenkomstig richtlijn 83/189/EEG van de Raad van 28 maart 1983 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften.

Nadat de Belgische overheid het ontwerp op 20 januari 1995 bij de Commissie aanhangig had gemaakt, heeft deze op 21 april 1995 haar opmerkingen aan de Belgische overheid te kennen gegeven.

In de aanhef behoort dan ook een lid te worden ingevoegd waarin naar het vervuld zijn van dat vormvereiste wordt verwezen (11).

Voordrachtformulier

Het voordrachtformulier dient te vervallen in het geval het besluit door de minister en niet door de Koning wordt uitgevaardigd (12).

Bepalend gedeelte

Artikel 1

De redactie van artikel 1 behoort als volgt te worden aangepast :

"Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° technische specificatie : ... een produkt, zoals kwaliteitsniveau of ..., afmetingen, met inbegrip van ...;

2° ...;

3° geharmoniseerde norm : norm uitgewerkt op last van ...;

4° aangemelde instantie : erkende instelling ... (voorts als in het ontwerp)".

Artikel 2

1. Het eerste lid draagt nauwelijks bij tot een goed begrip van de tekst; het dreigt integendeel verwarring te doen ontstaan tussen telecommunicatie-eindapparatuur en apparatuur die niet bestemd is om als zodanig te worden gebruikt. In dit opzicht wordt verwezen naar algemene opmerking nr. 2. Het lid zou dan ook moeten vervallen.

2. Ook het tweede lid zou moeten vervallen, als het alleen tot doel heeft verplichtingen aan te kondigen die andere bepalingen van het ontwerp nauwkeuriger omschrijven. Zo niet zou de verplichting tot verklaren beter gedefinieerd moeten worden, gesteld echter dat zij geacht kan worden zich te verdragen met de bepalingen van de richtlijn en dat zij kan worden opgelegd krachtens een machtiging door de wet.

3. Het derde lid regelt de toepassing van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberechtiging. De gemachtigde ambtenaar is het erme eens dat dit lid behoort te vervallen, aangezien in die wet zelf de werkingssfeer van de bepalingen ervan wordt bepaald en zij geen enkele opdracht van bevoegdheid tot uitbreiding of beperking van die werkingssfeer bevat.

Artikel 3

Deze wijzigingsbepaling is niet op haar plaats in een hoofdstuk dat aan het toepassingsgebied is gewijd. Ze behoort te worden ondergebracht in hoofdstuk X, waarvan het opschrift bijgevolg "Wijzigingsbepaling en overgangsbepalingen" zal worden.

Artikel 4

1. Paragraaf 1 moet in samenhang met artikel 17, § 1, eerste lid, van het ontwerp worden gelezen. Dat lid dient te vervallen, want het herhaalt een in de wet vervatte regel inzake apparatuur voorzien van de "CE"-markering van overeenstemming. In dit opzicht zij verwezen naar algemene opmerking nr. 3 en behoort bijgevolg de toepassing van het vereiste van voorafgaande goedkeuring dat in artikel 4 wordt gesteld, te worden beperkt tot die eindapparatuur die daarvan niet is voorzien.

2. In verband met paragraaf 2 heeft de Commissie van de Europese Gemeenschappen de volgende opmerking gemaakt :

"Le projet prévoit dans son article 4, par. 2, que la demande d'agrément pour un appareil terminal de télécommunications peut être introduite par toute personne physique ou morale établie dans un des Etats membres de la Communauté européenne.

(11) Voor de manier waarop het vervullen van dat vormvereiste wordt vastgesteld, wordt verwezen naar advies L. 24.064/9, dat op 12 juli 1995 is gegeven over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de aansluiting van huisschakelaars op de openbare telecommunicatie-infrastructure".

(12) Zie algemene opmerking nr. 1.

Les autorités belges devraient tenir compte de l'entrée en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1994 de l'accord sur l'Espace économique européen (EEE) et devraient donc modifier le projet notifié afin de permettre que la demande d'agrément émanant de toute personne physique ou morale établie également dans un Etat AELE, partie contractante de l'Accord sur l'EEE soit acceptée. Ainsi, le texte sous examen serait en conformité avec les dispositions de l'article 30 du traité CE et des articles 11 et suivants de l'Accord EEE".

3. Les paragraphes 3 et 4 seront adaptés pour tenir compte de l'observation générale 4. Mais même ainsi adaptés, ils présenteront encore une synthèse plutôt confuse des procédures détaillées dans l'arrêté et de leur combinaison. Ceci n'est cependant qu'une conséquence du défaut général de méthode dans la présentation, auquel il convient d'autant plus de remédier qu'elle compromet l'intelligibilité du texte.

Article 5

On renvoie à l'observation générale 2.

Pour le surplus, on se conformera aux habilitations conférées au ministre par les articles 94, § 1^{er}, alinéa 2, et 96, 3^e, de la loi du 21 mars 1991. Ces dispositions ne l'autorisent qu'à déterminer le modèle de la déclaration qui doit être jointe à l'appareil lors de sa commercialisation et doit être adressée à l'Institut, lorsque la première mise sur le marché dans l'Espace économique européen a lieu en Belgique.

On relève que les termes "à tout moment", dans le paragraphe 3, ne correspondent pas à ceux de l'article 2, paragraphe 2, de la directive : "une fois".

D'autre part, il ne revient pas à l'auteur du projet de régler l'emploi des langues, comme le fait le paragraphe 1^{er} de la disposition, en prévoyant que le manuel d'instruction doit être rédigé dans "une langue officielle belge", et ce en méconnaissance de l'article 30 de la Constitution.

Article 6

Les deux derniers alinéas de l'article 4 de la directive précisent ce qu'il y a lieu de considérer comme cas où se justifie l'exigence essentielle d'interfonctionnement des équipements terminaux au travers du réseau public de télécommunications qui est visée au g) de l'article 6.

Ces dispositions de la directive doivent faire l'objet d'une transposition adéquate dans l'arrêté en projet.

Article 7

1. A la fin du deuxième paragraphe, les termes "rendues valables par simple renvoi à la référence par laquelle elles sont publiées au *Journal officiel des Communautés européennes*" doivent être omis. En effet, "l'Institut assure la publication des spécifications techniques communes promulguées par la Communauté européenne", comme le prévoit l'article 75, § 6, de la loi du 21 mars 1991.

2. A la fin du paragraphe 3, devenant l'alinéa 3, on omettra les mots "sur une base nationale".

Article 8

Le début de l'article serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 8. L'examen de type est la partie de la procédure par laquelle l'Institut constate et atteste qu'un exemplaire représentatif de la production considérée satisfait aux exigences essentielles qui s'y appliquent.

La demande d'examen de type est introduite par le fabricant ou par son mandataire.

La demande comporte :

1^o le nom et l'adresse du fabricant ainsi que, si la demande est introduite par un mandataire, ceux de ce dernier;

2^o ... »

Les éléments suivants de l'énumération, jusqu'au huitième, peuvent être rédigés comme dans le projet, sauf le 6) dans lequel on omettra la référence "6a) et b)". En outre, les termes "laboratoires accrédités" figurant dans le huitième élément de l'énumération ne sont pas définis;

Les autorités belges devraient tenir compte de l'entrée en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1994 de l'accord sur l'Espace économique européen (EEE) et devraient donc modifier le projet notifié afin de permettre que la demande d'agrément émanant de toute personne physique ou morale établie également dans un Etat AELE, partie contractante de l'Accord sur l'EEE soit acceptée. Ainsi, le texte sous examen serait en conformité avec les dispositions de l'article 30 du traité CE et des articles 11 et suivants de l'Accord EEE".

3. De paragrafen 3 en 4 behoren te worden aangepast zodat met algemene opmerking nr. 4 rekening wordt gehouden. Zults wanneer zij aangepast zijn, zullen zij nog een veeldeur verward: synthese geven van de procedures die in het besluit in detail vermeld staan en van de combinatie ervan. Dat is echter alleen het gevolg van een algemeen gebrek aan methode in de presentatie, die des te meer verholpen behoort te worden daar zij de bevatelijkheid van de tekst in het gedrang brengt.

Artikel 5

Er wordt verwezen naar algemene opmerking nr. 2.

Voor het overige behoort men zich te houden aan de bevoegdheden die door de artikelen 94, § 1, tweede lid, en 96, 3^e, van de wet van 21 maart 1991 aan de minister zijn opgedragen. Die bepalingen machtigen hem alleen tot het vaststellen van het model van verklaring waarvan de apparatuur bij het in de handel brengen ervan vergezeld moet gaan en dat naar het Instituut moet worden gestuurd wanneer de eerste in de handel bringing in de Europese economische ruimte in België plaats heeft.

Er wordt op gewezen dat de bewoordingen van paragraaf 3, "op ieder ogenblik", niet overeenstemmen met die van artikel 2, lid 2, van de richtlijn, "eenmaal".

Overigens staat het niet aan de steller van het ontwerp om het gebruik der talen te regelen, zoals in paragraaf 1 van de bepaling, door voor te schrijven dat de gebruiksaanwijzing moet worden gesteld "in een officiële Belgische taal", zulks met schending van artikel 30 van de Grondwet.

Artikel 6

De laatste twee alinea's van artikel 4 van de richtlijn bepalen in welke gevallen het essentiële voorschrift van interactie van eindapparatuur via het openbare telecommunicatienet, bedoeld in g) van artikel 6, gerechtvaardigd is.

Deze bepalingen van de richtlijn behoren op afdoende wijze in het ontworpen besluit te worden omgezet.

Artikel 7

1. In de tweede paragraaf, in fine, dienen de woorden "die rechtsgeldig gemaakt worden door eenvoudige verwijzing naar de referentie waarmee ze bekendgemaakt werden in het *Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen*" te vervallen. Artikel 75, § 6, van de wet van 21 maart 1991 bepaalt immers het volgende: "Het Instituut verzekert de bekendmaking van de gemeenschappelijke technische specificaties, die door de Europese Gemeenschap zijn uitgevaardigd".

2. Achteraan in paragraaf 3, dat het derde lid wordt, dienen de woorden "op nationale basis" te vervallen.

Artikel 8

Het begin van het artikel zou beter als volgt worden gesteld :

"Art. 8. Het typeonderzoek is het deel van de procedure waarbij het Instituut vaststelt en verklaart dat een representatief exemplaar van de betrokken produktie aan de daarop toepasselijke fundamentele voorschriften voldoet.

De aanvraag om typeonderzoek wordt ingediend door de fabrikant of zijn gemachtigde.

De aanvraag bevat :

1^o de naam en het adres van de fabrikant, alsook de naam en het adres van de gemachtigde, wanneer de aanvraag door laatstgenoemde wordt ingediend;

2^o ... »

De daaropvolgende delen van de opsomming, tot en met het achtste, kunnen worden geredigeerd zoals in het ontwerp, uitgezonderd everwel onderdeel 4), waarin men, achteraan, "telecommunicatie-... » behoort te schrijven, en onderdeel 6), waarin de verwijzing "6a) en b)"

cette lacune doit être comblée. Par ailleurs, le neuvième élément de l'énumération ainsi que les trois alinéas suivants doivent être omis pour tenir compte de l'observation générale 5.

Le dernier alinéa de l'article doit préciser, comme le prévoit, en son point 2, l'annexe I de la directive, que l'Institut ne peut réclamer plus d'un exemplaire du type que dans la mesure où le programme d'essais le requiert; en outre, la transposition du point 4 de cette même annexe doit, elle aussi, être assurée, ce que le projet reste en défaut de faire.

Article 9

1. Dans le paragraphe 1^{er}, aux mots "aux dispositions du chapitre III et de l'article 8 du présent arrêté" on substituera les mots : "aux exigences essentielles qui lui sont applicables".

2. Le paragraphe 2 est une redite de l'article 4, §§ 3 et 4. On l'omettra.

Article 10

1. Dans le paragraphe 1^{er}, les mots "dans la CE" et "CE" seront omis, respectivement dans l'alinéa 1^{er} et dans l'alinéa 2.

L'alinéa 3 du même paragraphe sera également omis. D'une part, il confond les procédures décrites dans les annexes II et IV de la directive. D'autre part, l'observation générale 4 commande de l'omettre.

2. Le paragraphe 2 doit être revu pour se conformer au point 4 de l'annexe II de la directive. En particulier, la contradiction apparente entre les alinéas 2 et 3, l'un visant l'Institut et l'autre l'organisme notifié choisi par le demandeur, doit être levée. Il doit, en outre, ressortir clairement du texte que les laboratoires chargés des essais sont ceux désignés conformément à l'article 10, paragraphe 2, de la directive.

Article 11

1. Contrairement à ce que prévoit le second alinéa du paragraphe 1^{er}, la directive n'impose pas à l'organisme notifié de "faire exécuter cette procédure par un organisme de certification reconnu par lui"; cet alinéa doit donc être omis.

2. Dans le premier alinéa du paragraphe 2, le terme "(CE)" sera omis. Par ailleurs, on écrira, à la fin du second alinéa, 3^e : "... et une copie de l'attestation d'examen de type".

3. Dans le premier alinéa du paragraphe 3, le mot "éventuellement" sera omis; l'annexe III de la directive, en son point 3.3, alinéa 2, prévoit, en effet, que la procédure d'évaluation comporte une visite d'inspection dans les installations du fabricant.

Article 12

1. Au début des paragraphes 1^{er}, 3 et 4, les mots "l'organisme notifié" seront remplacés par les mots "l'Institut".

2. La fin des paragraphes 1^{er} et 2 doit être adaptée pour tenir compte de l'observation générale 4.

Article 15

1. Selon l'article 10, paragraphe 6, de la directive, les organismes notifiés prennent une décision administrative approuvant la connexion de l'équipement terminal au réseau public de télécommunications, lorsqu'une attestation d'examen de type prévue à l'annexe I, suivie du document approprié visé à l'annexe II ou III, a été délivrée.

L'Institut doit prendre une telle décision après l'examen de type (13) et la déclaration de conformité au type (14), soit lorsqu'il a été choisi pour effectuer les contrôles du produit à des intervalles aléatoires (15), soit lorsqu'il a été choisi pour évaluer le système de la production et prend une décision favorable (16).

L'article 15, § 1^{er}, du projet sera revu en vue de décrire clairement ces deux hypothèses.

(13) Annexe I.

(14) Annexe II.I. ou III.I.

(15) Annexe II.4.

(16) Annexe III.3.3.

behoort te vervallen. Overigens zijn de woorden "geaccrediteerde laboratoria" die in het achtste onderdeel van de opsomming voorkomt, niet gedefinieerd; die leemte moet worden aangevuld. Bovendien dient men het negende onderdeel van de opsomming alsook de drie volgende leden van het artikel te laten vervallen, teneinde rekening te houden met algemene opmerking nr. 5.

In het laatste lid van het artikel behoort te worden gepreciseerd dat, zoals bepaald is in punt 2 van bijlage I bij de richtlijn, het Instituut alleen dan meer dan een exemplaar van het type mag vragen indien dat voor het beproevingsprogramma nodig is; daarnaast behoort ook punt 4 van diezelfde bijlage in het Belgisch recht te worden opgenomen, wat het ontwerp verzuimd te doen.

Artikel 9

1. In paragraaf 1 behoren de woorden "aan de bepalingen van hoofdstuk III en artikel 8 van dit besluit" te worden vervangen door de woorden "aan de daarop toepasselijke fundamentele voorschriften".

2. Paragraaf 2 is een herhaling van artikel 4, §§ 3 en 4, en behoort dan ook te vervallen.

Artikel 10

1. In paragraaf 1 dienen de woorden "in de Gemeenschap gevestigde" en "(EG)-" respectievelijk in het eerste en het tweede lid te vervallen.

Ook het derde lid van dezelfde paragraaf dient te vervallen. Enerzijds worden daarin de procedures verward die in de bijlagen II en IV bij de richtlijn zijn beschreven, en anderzijds dient het op basis van algemene opmerking nr. 4 te vervallen.

2. Paragraaf 2 behoort te worden herzien om zich te gedragen naar punt 4 van bijlage II bij de richtlijn. Inzonderheid dient de kennelijke tegenstelling te worden opgeheven tussen het tweede en het derde lid, waarbij het ene verwijst naar het Instituut en het andere naar de door de aanvrager gekozen aangemelde instantie. Uit de tekst moet voorts duidelijk blijken dat de met de proeven belaste laboratoria die zijn welke overeenkomstig artikel 10, lid 2, van de richtlijn, zijn aangegeven.

Artikel 11

1. In tegenstelling tot wat in het tweede lid van paragraaf 1 wordt bepaald, verplicht de richtlijn de aangemelde instantie niet deze procedure te laten verrichten door een door hem erkende certificatie-instelling; dit lid dient dan ook te vervallen.

2. In het eerste lid van paragraaf 2 dient het woord "(EG)-" te vervallen. Bovendien schrijft men in het tweede lid, 3^e, in fine : "... en een afschrift van de verklaring van typeonderzoek".

3. In het eerste lid van paragraaf 3 behoort het woord "eventueel" te vervallen; punt 3.3, tweede alinea, van bijlage III bij de richtlijn bepaalt immers dat de beoordelingsprocedure een evaluatiebezoek aan de installaties van de fabrikant omvat.

Artikel 12

1. Vooraan in de paragrafen 1, 3 en 4, behoren de woorden "de aangemelde instantie" te worden vervangen door de woorden "het Instituut".

2. De paragrafen 1 en 2, in fine, behoren te worden aangepast om rekening te houden met algemene opmerking nr. 4.

Artikel 15

1. Volgens artikel 10, lid 6, van de richtlijn verlenen de aangemelde instanties een administratieve goedkeuring houdende machtiging tot aansluiting van de eindapparatuur op het openbare telecommunicatienet, wanneer een in bijlage I bedoelde verklaring van typeonderzoek alsmede het in bijlage II of III bedoelde document verstrekt is.

Het Instituut dient zulk een goedkeuring te verlenen na het typeonderzoek (13) en de verklaring van typeovereenstemming (14), hetzij wanneer het Instituut gekozen is voor het verrichten van produktcontroles met willekeurige tussenpozen (15), hetzij wanneer het gekozen is voor het beoordelen van het produktiesysteem en een gunstige beslissing neemt (16).

Artikel 15, § 1, van het ontwerp dient te worden herzien om die twee gevallen duidelijk te onderscheiden.

(13) Bijlage I.

(14) Bijlage II.I of III.I.

(15) Bijlage II.4.

(16) Bijlage III.3.3.

2. Dans la première phrase du paragraphe 2, il est prévu que "Le certificat d'agrément est personnel et ne peut être cédé qu'avec l'autorisation préalable de l'Institut et le consentement du titulaire". Une telle exigence n'est pas requise par la directive. Telle qu'elle est rédigée, cette phrase doit être omise.

Quant à la seconde phrase du même paragraphe, elle doit également être omise, la directive ne limitant pas dans le temps les effets de la décision administrative visée à l'article 10, paragraphe 6.

3. Dans le paragraphe 4, l'alinéa 1^{er} sera, pour ce même motif, omis.

Article 16

1. Au paragraphe 1^{er}, on visera les appareils couverts par une décision prise par l'Institut en vertu de l'article 15. Il y a, de même, lieu de remplacer, dans le paragraphe 2, les mots "de l'organisme notifié" par les mots "de l'Institut", dont le numéro d'identification figure d'ailleurs plus bas.

2. Au sujet du paragraphe 4, on renvoie à l'observation générale 2. De plus, le critère choisi pour déterminer si l'équipement doit être muni du marquage national, plutôt que de celui prévu par la directive, n'est pas pertinent; en effet, aucun appareil de ce type n'est, par définition, un équipement terminal et ne peut donc être "couvert par une réglementation technique commune ou par une norme harmonisée".

Le marquage national ne peut être apposé que sur les équipements qui ne doivent pas être munis du marquage prévu par la directive. Celui-ci doit être apposé sur l'équipement susceptible d'être connecté au réseau public de télécommunications, sans être destiné à une telle utilisation dans aucun des Etats destinataires de la directive. S'il l'est, au contraire, dans l'un de ces Etats, mais non en Belgique, le marquage national peut être apposé.

Article 18

Les cas dans lesquels l'agrément peut être retiré ou une interdiction de maintenir le raccordement à l'infrastructure publique de télécommunications imposée par le ministre, sur la proposition de l'Institut, sont déterminés par l'article 95, alinéa 1^{er}, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

La loi ne délègue, à cet égard, aucun pouvoir, puisqu'elle procède elle-même à une énumération complète de ces hypothèses, de telle sorte que l'article 18 du projet manque de fondement et doit être omis.

Article 19

La rédaction suivante serait davantage conforme à l'article 14, paragraphe 2, de la directive 93/68/CEE du Conseil du 22 juillet 1993 :

"Art. 19. Les équipements conformes aux régimes de marquage en vigueur avant le 1^{er} janvier 1995 en vertu de la directive 91/263/CEE du Conseil du 29 avril 1991 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux équipements terminaux de télécommunications, incluant la reconnaissance mutuelle de leur conformité, peuvent être mis sur le marché et en service jusqu'au 1^{er} janvier 1997".

Article 20

Il semble, de même, plus conforme à l'article 16, paragraphe 3, de la directive 91/263/CEE de rédiger cet article comme suit :

"Art. 20. L'agrément d'équipement terminal accordé conformément à la directive 86/361/CEE du Conseil du 24 juillet 1986 concernant la première étape de la reconnaissance mutuelle des agréments d'équipements terminaux de télécommunications reste valable dans le respect des conditions propres à l'agrément initial, aussi longtemps que l'équipement n'est pas soumis à une réglementation technique commune".

2. De eerste zin van paragraaf 2 bepaalt het volgende : "Het goedkeuringsattest is persoonlijk en niet overdraagbaar behalve mits voorafgaande toelating van het Instituut en instemming door de titularis". Zulk een vereiste wordt door de richtlijn niet opgelegd. Zoals deze zin gesteld is, dient hij te vervallen.

Ook de tweede zin van dezelfde paragraaf dient te vervallen, aangezien de gevolgen van de administratieve goedkeuring bedoeld in artikel 10, lid 6, door de richtlijn niet in de tijd zijn beperkt.

3. In paragraaf 4 dient het eerste lid om dezelfde reden te vervallen.

Artikel 16

1. Paragraaf 1 behoort betrekking te hebben op apparaten waarvoor het Instituut krachtens artikel 15 een beslissing heeft genomen. Zo ook dienen in paragraaf 2 de woorden "van de aangemelde instantie" te worden vervangen door de woorden "van het Instituut", waarvan het identificatienummer overigens verder staat vermeld.

2. Wat paragraaf 4 betreft, wordt naar algemene opmerking nr. 2 verwezen. Bovendien is het criterium waarvoor goedgekeurd is om te beslissen of de apparatuur van de nationale markering in plaats van de in de richtlijn bedoelde markering moet worden voorzien, niet relevant; geen enkel apparaat van dat type is immers per definitie eindapparatuur en kan dus niet "gedekt worden door een gemeenschappelijk technisch voorschrift of een geharmoniseerde norm".

De nationale markering mag alleen maar worden aangebracht op de apparatuur die niet van de door de richtlijn voorgeschreven markering behoeft te zijn voorzien. Die moet worden aangebracht op apparatuur die op openbare telecommunicatienetten kan worden aangesloten, maar in geen enkele Staat waaraan de richtlijn gericht is voor dat doel bestemd is. Als die apparatuur daarentegen in een van die Staten wel voor dat doel bestemd is, maar niet in België, kan de nationale markering worden aangebracht.

Artikel 18

De gevallen waarin de minister, op voorstel van het Instituut, de goedkeuring kan intrekken of het verbod om op de openbare telecommunicatie-infrastructureur aangesloten te blijven, kan opleggen, zijn bepaald in artikel 95, eerste lid, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven.

De wet houdt in dit opzicht geen enkele opdracht van bevoegdheid in, aangezien ze zelf al die gevallen opsomt, zodat artikel 18 van het ontwerp rechtsgrond mist en behoort te vervallen.

Artikel 19

De volgende redactie zou beter aansluiten bij artikel 14, lid 2, van richtlijn 93/68/EEG van de Raad van 22 juli 1993 :

"Art. 19. De apparatuur die krachtens richtlijn 91/263/EEG van de Raad van 29 april 1991 inzake de onderlinge aanpassing van de wetgevingen der Lid-Staten betreffende eindapparatuur voor telecommunicatie en de onderlinge erkenning van de conformiteit van de apparatuur in overeenstemming is met de markeringsregelingen welke voor 1 januari 1995 van kracht waren, mag in de handel gebracht en gebruikt worden tot 1 januari 1997".

Artikel 20

Evenzo lijkt het meer in overeenstemming met artikel 16, lid 3, van richtlijn 91/263/EEG dit artikel als volgt te stellen :

"Art. 20. De goedkeuring van eindapparatuur die overeenkomstig richtlijn 86/361/EEG van de Raad van 24 juli 1986 betreffende de eerste fase van de wederzijdse erkenning van goedkeuringen van eindapparatuur voor telecommunicatie is verleend, blijft geldig binnen de termijnen van de oorspronkelijke goedkeuring toepasselijke voorwaarden zolang op de apparatuur niet een gemeenschappelijk technisch voorschrift toepasselijk vindt".

Article 21

Si c'est le ministre qui prend l'arrêté en projet, cet article doit être omis.

Observations de légistique

1. Le projet méconnaît de nombreuses règles de la légistique (17) :

a) un article ne se divise en paragraphes que lorsqu'au moins l'un de ceux-ci comprend plusieurs alinéas. Sinon, la division en alinéas suffit;

b) la première division d'une phrase est le 1°, 2°, ... cette division pouvant, à son tour, être divisée en a), b), ... (il convient d'éviter la division en tirets, qui pose problème lorsqu'il s'agit de mentionner l'une de ces divisions);

c) l'usage veut que l'on écrive "Chapitre premier", "Section première", ... en toutes lettres. De même, les premières divisions s'indiquent par des chiffres ordinaux ("Chapitre premier", "article 1^{er}", "§ 1^{er}", ...), tandis que les divisions suivantes s'indiquent par des chiffres cardinaux, romains pour les divisions supérieures à l'article ("Chapitre II", "Section II", ...), arabes à partir de l'article ("article 2", "alinéa 2", ...);

d) le caractère obligatoire d'une disposition se marque par le recours à l'indicatif présent, non au futur;

e) la référence à une disposition du texte doit se faire avec la plus grande précision afin d'éviter toute ambiguïté, notamment en cas de modification ultérieure. Il convient donc d'éviter des formules telles que "susmentionnées" ou "visée à l'alinéa précédent".

2. D'une manière générale, la lisibilité du texte dépend du respect des exigences de la langue, du point de vue de la syntaxe, de la grammaire et de l'orthographe. La version française du projet devrait être revue en conséquence. Par exemple :

a) on écrira : "sur la proposition" et "sur la base", non "sur proposition" et "sur base";

b) on évitera l'expression "comme prévu";

c) on remplacera la double conjonction "et/ou" par la conjonction "ou";

d) les délais s'écriront en lettres : "dix ans", et non "10 ans".

Le texte néerlandais du projet devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise, in fine, du présent avis.

La chambre était composée de :

MM. :

Ch.-L. Closset, président de chambre;

C. Wettinck et P. Lienardy, conseillers d'Etat;

J. De Grave et F. Delperée, assesseurs de la section de législation;

Mme M. Proost, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. Lienardy.

Le rapport a été présenté par M. J.-L. Paquet, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. X. Delgrange, référendaire adjoint.

Le greffier,
M. Proost.

Le président,
Ch.-L. Closset.

Artikel 21

Als het de minister is die het ontworpen besluit uitvaardigt, dient dit artikel te vervallen.

Wetgevingstechnische opmerkingen

1. Het ontwerp schendt talrijke regels van de wetgevingstechniek (17)

a) een artikel wordt alleen dan in paragrafen onderverdeeld als ten minste een van die paragrafen verscheidene leden bevat. Zo niet volstaat een onderverdeling in leden,

b) een zin behoort eerst te worden onderverdeeld in 1, 2, ..., welke onderverdelingen op hun beurt kunnen worden onderverdeeld in a), b), ... (men vermijdt de onderverdeling in streepjes, die problemen doet rijzen wanneer een van die onderverdelingen moet worden vermeld);

c) in het Frans is het gebruikelijk "Chapitre premier", "Section première", ... voluit te schrijven. Zo ook wordt de eerste onderverdeling aangegeven met rangtelwoorden ("Chapitre premier", "article 1^{er}", "§ 1^{er}", ...), terwijl de daaropvolgende onderverdelingen aangegeven worden met hoofdtelwoorden, in Romeinse cijfers voor de onderverdelingen die groter zijn dan het artikel ("Chapitre II", "Section II", ...), in Arabische cijfers voor de artikelen en de onderverdelingen hiervan ("article 2", "alinéa 2", ...);

d) de verbindendheid van een bepaling wordt door de onvoltooid tegenwoordige tijd en niet door de toekomstige tijd weergegeven;

e) naar een bepaling van de tekst dient met de grootste nauwkeurigheid te worden verwezen, teneinde elke dubbelzinnigheid te voorkomen, inzonderheid in geval van latere wijzigingen. Formules zoals "voormelde" of "bedoeld in het vorige lid" dienen dan ook te worden vermeden.

2. Algemeen gezien hangt de leesbaarheid van de tekst af van de naleving van de vereisten voor een correct taalgebruik, op het gebied van de zinsbouw, de grammatica en de spelling. De Franse tekst van het ontwerp zou dienovereenkomstig moeten worden herzien. Bijvoorbeeld :

a) schrijve men : "sur la proposition" en "sur la base" en niet "sur proposition" en "sur base";

b) vermijde men de uitdrukking "comme prévu";

c) vervange men de voegwoordcombinatie "et/ou" door het voegwoord "ou";

d) schrijve men de termijnen voluit : "dix ans" en niet "10 ans".

De opmerkingen omtrent de Franse tekst gelden mutatis mutandis ook voor de Nederlandse tekst, waarover nog het volgende op te merken valt :

a) de term "gebeuren" zou vervangen moeten worden door de term "geschieden" of "plaatsvinden" (onder meer in artikel 4, § 4, eerste lid);

b) de term "afleveren" zou vervangen moeten worden door de term "afgeven" (onder meer in artikel 8, § 3, eerste lid, 8);

c) de buigings-e van het adjectief moet waar nodig geschreven worden, bijvoorbeeld in artikel 16, § 2, "geharmoniseerde normen", "onderstaande CE-markering".

De kamer was samengesteld uit :

de heren :

Ch.-L. Closset, kamervoorzitter;

C. Wettinck en P. Lienardy, staatsraden;

J. De Grave en F. Delperée, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevr. M. Proost, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer P. Lienardy.

Het verslag werd uitgebracht door de heer J.-L. Paquet, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de heer X. Delgrange, adjunct-referendaris.

De griffier,
M. Proost.

De voorzitter,
Ch.-L. Closset.

(17) Voir à ce propos le Code formulaire de légistique publié en supplément au *Moniteur belge* du 2 juin 1982.

(17) Zie in dit verband de Handleiding bij de wetgevingstechniek, bekendgemaakt als bijlage bij het *Belgisch Staatsblad* van 2 juni 1982.

[S - C - 96/14241]

**10 NOVEMBRE 1996. — Arrêté royal
relatif à l'agrément d'appareils terminaux
de télécommunications**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Traité du 25 mars 1957 instituant la Communauté économique européenne, approuvé par la loi du 2 décembre 1957, notamment les articles 100A et 189;

Vu la directive 73/23/CEE du Conseil du 19 février 1973 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relative au matériel électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension, modifiée par la directive 93/68/CEE du Conseil du 22 juillet 1993;

Vu la directive 89/336/CEE du Conseil du 3 mai 1989 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relative à la compatibilité électromagnétique, modifiée par la directive 92/31/CEE du Conseil du 28 avril 1992 et par la directive 93/68/CEE du Conseil du 22 juillet 1993;

Vu la directive 91/263/CEE du Conseil du 29 avril 1991 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux équipements terminaux de télécommunications, incluant la reconnaissance mutuelle de leur conformité, modifiée notamment par la directive 93/68/CEE du Conseil du 22 juillet 1993;

Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, notamment l'article 68, modifié par l'arrêté royal du 22 décembre 1994, l'article 94, modifié par la loi du 12 décembre 1994 et par l'arrêté royal du 22 décembre 1994, et l'article 96, modifié par l'arrêté royal du 22 décembre 1994;

Vu l'accomplissement des formalités prescrites par la directive 83/189/CEE du Conseil du 28 mars 1983 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques;

Vu la proposition de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications;

Vu l'avis de l'inspecteur des finances, donné le 22 novembre 1994;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Economie et des Télécommunications,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° spécification technique : la définition des caractéristiques requises d'un produit, telles que le niveau de qualité ou de propriété d'emploi, la sécurité, les dimensions, y compris les prescriptions en ce qui concerne la terminologie, les symboles, les essais et méthodes d'essais, le marquage et l'étiquetage;

2° réglementation technique commune : la spécification technique communautaire mettant en oeuvre les exigences essentielles, à l'exception de celles relatives à la sécurité des usagers et du personnel des exploitants de réseaux publics de télécommunications;

3° norme harmonisée : norme élaborée sur mandat de la Commission européenne par un organisme de normalisation et publiée au *Journal officiel des Communautés européennes*;

4° organisme notifié : organisme reconnu, désigné pour l'examen de type, la certification des systèmes de qualité et le contrôle y afférent;

5° Institut : l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, en abrégé "I.B.P.T.", visé à l'article 71 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

CHAPITRE II. — Champ d'application

Art. 2. Cet arrêté s'applique à tout appareil de télécommunication, susceptible d'être connecté directement ou indirectement à l'infrastructure publique de télécommunication, qu'il soit ou non destiné à une telle utilisation.

Le fabricant ou le fournisseur de l'appareil doit déclarer si l'appareil est ou non destiné à être connecté à l'infrastructure publique de télécommunications.

[S - C - 96/14241]

**10 NOVEMBER 1996. — Koninklijk besluit
betreffende de goedkeuring van eindapparaten
voor telecommunicatie**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Verdrag van 25 maart 1957 tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, goedgekeurd door de wet van 2 december 1957, inzonderheid op de artikelen 100A en 189;

Gelet op richtlijn 73/23/EEC van de Raad van 19 februari 1973 betreffende de onderlinge aanpassing van de wettelijke voorschriften der Lid-Staten inzake elektrisch materiaal bestemd voor het gebruik binnen bepaalde spanningsgrenzen, gewijzigd bij richtlijn 93/68/EEC van de Raad van 22 juli 1993;

Gelet op richtlijn 89/336/EEG van de Raad van 3 mei 1989 betreffende de onderlinge aanpassing van de wetgevingen van de Lid-Staten inzake elektromagnetische compatibiliteit, gewijzigd bij richtlijn 92/31/EEG van de Raad van 28 april 1992 en richtlijn 93/68/EEG van de Raad van 22 juli 1993;

Gelet op richtlijn 91/263/EEG van de Raad van 29 april 1991 inzake de onderlinge aanpassing van de wetgevingen der Lid-Staten betreffende eindapparatuur voor telecommunicatie en de onderlinge erkenning van de conformiteit van de apparatuur, inzonderheid gewijzigd bij richtlijn 93/68/EEG van de Raad van 22 juli 1993;

Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, inzonderheid op artikel 68, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 december 1994, op artikel 94, gewijzigd bij de wet van 12 december 1994 en bij het koninklijk besluit van 22 december 1994, en op artikel 96, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 december 1994;

Gelet op het feit dat voldaan is aan de formaliteiten voorgeschreven bij richtlijn 83/189/EEG van de Raad van 28 maart 1983 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften;

Gelet op het voorstel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie;

Gelet op het advies van de inspecteur van financiën, gegeven op 22 november 1994;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Economie en Telecommunicatie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Definities

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° technische specificatie : de definitie van de vereiste kenmerken van een produkt, zoals kwaliteitsniveau of gebruiksgeschiktheid, veiligheid, afmetingen met inbegrip van de voorschriften inzake terminologie, symbolen, testen en testmethodes, merken en etikettering;

2° gemeenschappelijk technisch voorschrift : communautaire technische specificatie die de fundamentele voorschriften in werking stelt, met uitzondering van die welke betrekking hebben op de veiligheid van de gebruikers en van het personeel van de exploitanten van openbare telecommunicatienetten;

3° geharmoniseerde norm : norm uitgewerkt op mandaat van de Europese Commissie door een Europese normalisatie-instelling en bekendgemaakt in het *Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen*;

4° aangemelde instantie : erkende instelling, aangewezen voor het typeonderzoek, de certificatie van de systemen voor kwaliteitsbewaking en het daarmee verband houdende toezicht;

5° Instituut : het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, afgekort "B.I.P.T.", bedoeld in artikel 71 van de wet van 21 maart 1991 houdende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven.

HOOFDSTUK II. — Toepassingsgebied

Art. 2. Dit besluit is van toepassing op alle apparaten voor telecommunicatie die rechtstreeks of onrechtstreeks aangesloten kunnen worden op de openbare telecommunicatie-infrastructure, ongeacht of ze bestemd zijn voor een dergelijk gebruik of niet.

De fabrikant of leverancier van het apparaat moet verklaren of het apparaat al of niet bestemd is om aangesloten te worden op de openbare telecommunicatie-infrastructure.

CHAPITRE III. — *Appareillage susceptible d'être connecté à l'infrastructure de télécommunications sans y être destiné*

Art. 3. § 1^{er}. Nonobstant l'article 2, tout appareillage susceptible d'être connecté à l'infrastructure publique de télécommunication, sans être destiné à une telle utilisation, peut uniquement être mis sur le marché et détenu s'il est marqué conformément au § 4 du présent article et s'il est accompagné du manuel d'instructions et de la déclaration suivante du fabricant ou du fournisseur :

HOOFDSTUK III. — *Apparatuur die kan aangesloten worden op de openbare telecommunicatie-infrastructure zonder voor een dergelijk gebruik bestemd te zijn*

Art. 3. § 1. Niettegenstaande artikel 2, mag apparatuur die kan worden aangesloten op de openbare telecommunicatie-infrastructure, zonder voor een dergelijk gebruik bestemd te zijn, uitsluitend in de handel worden gebracht en gehouden, indien ze gemerkt is overeenkomstig § 4 van dit artikel en vergezeld gaat van een gebruiksaanwijzing en van de volgende verklaring van de fabrikant of leverancier :

Verklaring van niet-bestemming tot aansluiting op de openbare telecommunicatie-infrastructure in te vullen door de fabrikant of de leverancier :

Déclaration de non-destination à l'interconnexion à l'infrastructure publique de télécommunications à remplir par le fabricant ou le fournisseur :

NAAM / NOM

ADRES / ADRESSE

verklaart dat / déclare que

IDENTIFICATIE VAN DE APPARATUUR / IDENTIFICATION DE L'APPAREILLAGE

niet bestemd is om aangesloten te worden op de openbare telecommunicatie-infrastructure / n'est pas destiné à être connecté à l'infrastructure publique de télécommunication.

De aansluiting van een dergelijk apparaat op een openbare telecommunicatie-infrastructure in de Lid-Staten van de Gemeenschap, vormt een schending van de nationale wet ter uitvoering van richtlijn 91/263/EEG inzake de onderlinge aanpassing van de wetgevingen der Lid-Staten betreffende eindapparatuur voor telecommunicatie en de onderlinge erkenning van de conformiteit van de apparatuur.

DATUM, PLAATS EN HANDTEKENING.

La connexion d'un tel appareil à l'infrastructure publique de télécommunications dans les Etats membres de la Communauté constituera une violation de la loi nationale mettant en œuvre la directive 91/263/CEE concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux équipements terminaux de télécommunications, incluant la reconnaissance mutuelle de leur conformité.

DATE, LIEU ET SIGNATURE.

§ 2. Si la première commercialisation de l'appareillage visé au § 1^{er} a lieu en Belgique, un exemplaire de la documentation est envoyé à l'Institut.

§ 3. L'Institut peut demander à tout moment au fabricant ou au fournisseur de justifier la destination de l'appareil en fonction de ses caractéristiques techniques pertinentes, de ses fonctionnalités et du segment du marché pour lequel il est prévu.

§ 4. Les fabricants ou les fournisseurs des appareils visés au § 1^{er}, apposent le symbole suivant :

1° pour les appareils qui sont couverts par une réglementation technique commune ou par une norme harmonisée :

§ 2. Indien het voor het eerst in de handel brengen van de apparatuur bedoeld in § 1 in België plaatsheeft, moet een exemplaar van deze documentatie worden toegezonden aan het Instituut.

§ 3. Het Instituut kan op ieder ogenblik aan de fabrikant of leverancier vragen de bestemming van het apparaat te rechtvaardigen op basis van de relevante technische kenmerken, de functies en opgave van het marktsegment waarvoor het bestemd is.

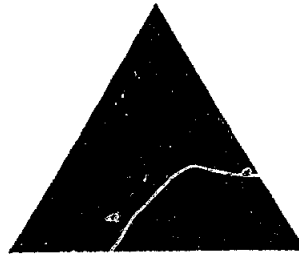
§ 4. De fabrikanten of leveranciers van apparaten bedoeld in § 1, brengen volgend symbool aan :

1° voor de apparaten die gedekt worden door een gemeenschappelijk technisch voorschrift of een geharmoniseerde norm :



2° pour les appareils qui ne sont pas couverts par une réglementation technique commune ou une norme harmonisée :

2° voor de apparaten die niet gedekt worden door een gemeenschappelijk technisch voorschrift of een geharmoniseerde norm :



triangle rouge correspondant à la gamme pantone RED 032C

§ 5. Les symboles visés au § 4, doivent être apposés d'une manière indélébile sur l'appareil même, et ce à un endroit visible sans démontage ainsi que sur l'emballage. Ils devront rester lisibles pendant a période complète d'utilisation de l'appareil.

En cas de réduction ou d'agrandissement des marquages, les proportions des figures ci-dessus doivent être respectées. Les différents éléments des marquages doivent avoir sensiblement la même hauteur, laquelle ne peut pas être inférieure à 5 mm.

CHAPITRE IV. — Prescriptions générales et techniques

Art. 4. § 1^{er}. Tout appareil terminal ne peut être mis sur le marché et en service que s'il a été agréé préalablement conformément au présent arrêté comme satisfaisant aux exigences essentielles, visées à l'article 5 du présent arrêté.

Toutefois, l'appareil terminal doit être installé et entretenu de façon appropriée et utilisé conformément à sa destination.

§ 2. Toute personne physique ou morale, établie dans l'un des Etats membres de la Communauté Européenne ou dans l'un des Etats membres de l'Association Européenne de Libre Echange, signataires de l'Accord sur l'Espace Economique Européen peut introduire une demande d'agrément.

§ 3. En ce qui concerne la procédure d'agrément, le demandeur a le choix entre:

1° un examen de type comme prévu aux articles 7 et 8, suivi de la procédure de conformité au type, prévu aux articles 9, § 1^{er} et 9, § 2;

2° un examen de type comme prévue à l'article 7, suivi de la procédure "assurance de la qualité de la production", prévue aux articles 10 et 11 et la déclaration de conformité au type prévue aux articles 9, § 1^{er} et 10, § 4.

§ 4. Lorsque l'agrément est effectué exclusivement au regard des réglementations techniques communes ou des normes harmonisées, les examens de type mentionnés, la procédure et la déclaration de conformité au type et la procédure "assurance de qualité de la production" susmentionnées sont qualifiés respectivement "d'examen CE de type" de "procédure" et de "déclaration CE de conformité" et de "procédure CE d'assurance de qualité au type".

Art. 5. Les appareils terminaux doivent satisfaire aux exigences essentielles suivantes :

1° sécurité de l'utilisateur, pour autant que celle-ci n'ait pas été prévue par l'arrêté royal du 23 mars 1977 déterminant les garanties de sécurité que doivent présenter certaines machines, appareils et canalisations électriques;

2° la sécurité du personnel des exploitants des réseaux publics de télécommunications, pour autant que celle-ci n'ait pas été prévue par l'arrêté royal du 23 mars 1977 déterminant les garanties de sécurité que doivent présenter certaines machines, appareils et canalisations électriques;

3° les exigences de compatibilité électromagnétique, dans la mesure où elles sont spécifiques à l'appareil terminal;

4° la protection de l'infrastructure publique de télécommunications contre tout dommage;

5° le cas échéant, l'utilisation efficace du spectre des fréquences radio;

6° interfonctionnement des appareils terminaux avec l'équipement de l'infrastructure publique de télécommunications aux fins d'établir, de modifier, de taxer, de maintenir et de libérer des connexions réelles ou virtuelles;

rode driehoek overeenstemmend met gamma pantone RED 032C

§ 5. De symbolen, bedoeld in § 4 moeten in onuitwisbare merktekens worden aangebracht op het apparaat zelf op een plaats die duidelijk zichtbaar is zonder demontage, alsook op de verpakking. Ze moeten duidelijk leesbaar blijven gedurende de volledige periode waarin het apparaat gebruikt wordt.

Bij vergroting of verkleining van de markeringen moeten de verhoudingen van bovenstaande afbeeldingen in acht worden genomen. De onderscheiden onderdelen van de markeringen moeten nagenoeg dezelfde hoogte hebben, die minimaal 5 mm bedraagt.

HOOFDSTUK IV. — Algemene en technische voorschriften

Art. 4. § 1. Een eindapparaat mag enkel op de markt gebracht worden en in werking gesteld worden indien het vooraf goedgekeurd is overeenkomstig dit besluit als beantwoordend aan de fundamentele voorschriften, bedoeld in artikel 5 van dit besluit.

Het eindapparaat moet evenwel op de juiste manier geïnstalleerd en onderhouden worden en overeenkomstig zijn bestemming worden gebruikt.

§ 2. Iedere natuurlijke of rechtspersoon gevestigd in één van de Lid-Staten van de Europese Gemeenschap of in één van de Lid-Staten van de Europese Vrijhandels Associatie, ondertekenaars van de Overeenkomst betreffende de Europese Economische Ruimte kan een aanvraag om goedkeuring indienen.

§ 3. Inzake de goedkeuringsprocedure heeft de aanvrager de keuze tussen:

1° een typeonderzoek zoals bepaald in de artikelen 7 en 8, gevolgd door de procedure "overeenstemming met het type" bepaald in artikel 9, § 1 en 9, § 2;

2° een typeonderzoek zoals bepaald in artikel 7 gevolgd door de procedure "produktkwaliteitsbewaking", bepaald in de artikelen 10 en 11 en de verklaring van type-overeenstemming bepaald in de artikelen 9, § 1 en 10, § 4.

§ 4. Indien een goedkeuring uitsluitend op basis van gemeenschappelijke technische voorschriften of geharmoniseerde normen gebeurt worden de voormelde typeonderzoeken, de procedure en de verklaring van typeovereenstemming en de procedure "voor produktkwaliteitsbewaking" respectievelijk aangeduid met EG-typeonderzoek, "EG-procedure", "EG-verklaring van typeovereenstemming" en "EG-procedure voor produktkwaliteitsbewaking".

Art. 5. De eindapparaten moeten voldoen aan de volgende fundamentele voorschriften :

1° de veiligheid van de gebruiker voor zover dit niet werd geregeld door het koninklijk besluit van 23 maart 1977 tot vaststelling van de veiligheidswaarborgen welke bepaalde elektrische machines, apparaten en leidingen moeten bieden;

2° de veiligheid van het personeel van de exploitanten van openbare telecommunicatienetten voor zover dit niet werd geregeld door het koninklijk besluit van 23 maart 1977 tot vaststelling van de veiligheidswaarborgen welke bepaalde elektrische machines, apparaten en leidingen moeten bieden;

3° de elektromagnetische compatibiliteitsvoorschriften voor zover zij specifiek zijn voor het eindapparaat;

4° de bescherming van de openbare telecommunicatie-infrastructureur tegen schade;

5° het doelmatig gebruik van het radiofrequentiespectrum, in voorkomend geval;

6° de interactie van eindapparaten met de installaties van de openbare telecommunicatie-infrastructureur ten behoeve van het tot stand brengen, het wijzigen, het aanrekenen, het in stand houden en het beëindigen van reële of virtuele verbindingen;

7° interfonctionnement des appareils terminaux au travers de l'infrastructure publique de télécommunications, dans les cas justifiés.

Les cas dans lesquels le service assuré par l'équipement terminal est un service réservé ou un service pour lequel le Conseil de l'Union européenne a décidé qu'il serait disponible partout dans la Communauté, sont considérés comme des cas justifiés.

Art. 6. Les appareils terminaux sont présumés être conformes aux exigences essentielles visées à l'article 5, 1° et 2° s'ils sont conformes aux spécifications nationales transposant les normes harmonisées pertinentes.

Les procédures de conformité CE sont effectuées sur la base de réglementations techniques communes ou de normes harmonisées, rendues valables par simple renvoi à la référence par laquelle elles sont publiées au *Journal officiel des Communautés européennes*.

S'il n'existe pas de réglementations techniques communes ou de normes harmonisées pertinentes, les spécifications techniques prévues pour vérifier si un appareil terminal satisfait aux exigences essentielles, peuvent être fixées par le Ministre.

CHAPITRE V. — L'examen de type

Section 1er. — Demande d'examen de type

Art. 7. § 1^{er}. L'examen (CE) de type est la partie de la procédure par laquelle l'Institut constate et atteste qu'un exemplaire représentatif de la production considérée, dénommé ci-après type, satisfait aux exigences essentielles, prévues à l'article 5 et fixées dans des normes comme prévu à l'article 6.

§ 2. La demande d'examen (CE) de type est introduite à l'Institut par le fabricant ou son mandataire.

§ 3. Pour qu'un dossier de demande soit considéré comme complet, il devra contenir notamment les informations et les documentations suivantes, dûment datées et signées :

1° le nom et l'adresse du fabricant, ainsi que, si la demande est introduite par un mandataire, ceux de ce dernier. S'il s'agit d'une personne morale, la demande doit être accompagnée du numéro d'identification du registre d'entreprises;

2° la dénomination exacte et la destination de l'appareil terminal;

3° une description générale du type, suffisante pour identifier l'appareil et au moins accompagnée de photographies nettes et du mode d'emploi;

4° les données techniques, le principe de fonctionnement étayé de dessins de conception et de fabrication, les listes des composants, sous-ensembles, circuits, y compris, le cas échéant, les schémas électriques ainsi que le plan de connexion à l'infrastructure publique de télécommunications;

5° les descriptions et explications nécessaires à la compréhension des dits dessins et listes et du fonctionnement de l'appareil;

6° une liste des spécifications techniques appliquées entièrement ou en partie, et les descriptions des solutions adoptées pour satisfaire aux exigences essentielles visées à l'article 5, 1° et 2° du présent arrêté lorsque les spécifications visées à l'article 6 n'ont pas été appliquées;

7° les résultats des examens effectués;

8° les rapports d'essai délivrés par les laboratoires accrédités;

9° une déclaration écrite, spécifiant que la même demande n'a pas été introduite auprès d'un autre organisme notifié s'il s'agit d'un examen CE de type;

10° un justificatif du paiement des frais de dossier qui s'élèvent à 30.000 F. et qui sont indexés chaque année. Si le coût des prestations faites dépasse largement cette somme, les coûts supplémentaires seront facturés au demandeur au tarif du prix réel.

L'indexation se fait chaque année, le premier janvier, à l'aide d'un coefficient qui est obtenu en divisant l'indice des prix du mois de décembre qui précède le mois de janvier au cours duquel l'adaptation a lieu par l'indice des prix du mois de décembre 1994.

Pour le calcul du coefficient, on arrondit celui-ci aux dix millièmes supérieurs ou inférieurs selon que le chiffre des cent millièmes atteint ou non cinq.

Après application du coefficient, les montants sont arrondis à la dizaine supérieure ou inférieure selon que le chiffre des unités atteint ou non cinq.

7° de l'interaction en eindapparaten via de openbare telecommunicatie-infrastructure in gerechtvaardigde gevallen.

De gevallen waarin de dienstverlening met eindapparatuur een gereserveerde dienstverlening betreft of een dienstverlening is ten aanzien waarvan de Raad van de Europese Unie besloten heeft dat deze in de gehele Gemeenschap beschikbaar moet zijn, worden beschouwd als gerechtvaardigde gevallen.

Art. 6. De eindapparaten worden verondersteld te voldoen aan de fundamentele voorschriften bedoeld in artikel 5, 1° en 2° indien ze in overeenstemming zijn met de nationale specificaties waarin de relevante geharmoniseerde normen zijn omgezet.

De EG-procedures van conformiteit worden uitgevoerd op basis van gemeenschappelijke technische voorschriften of geharmoniseerde normen die rechtsgeldig gemaakt worden door eenvoudige verwijzing naar de referentie waarmee ze bekendgemaakt werden in het *Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen*.

Indien geen relevante gemeenschappelijke technische voorschriften of geharmoniseerde normen bestaan, kunnen technische specificaties bedoeld om na te gaan of een eindapparaat voldoet aan de fundamentele voorschriften, door de Minister worden vastgelegd.

HOOFDSTUK V. — Typeonderzoek

Afdeling 1. — Aanvraag om typeonderzoek

Art. 7. § 1. Het (EG)-typeonderzoek is het deel van de procedure waarbij het Instituut vaststelt en verklaart dat een representatief exemplaar van de betrokken productie, hierna type genoemd, voldoet aan de in artikel 5 bepaalde fundamentele voorschriften die vastgelegd zijn in normen zoals bepaald in artikel 6.

§ 2. De aanvraag om (EG)-typeonderzoek wordt ingediend bij het Instituut door de fabrikant of zijn gemachtigde.

§ 3. Om als volledig beschouwd te worden, moet een aanvraagdossier inzonderheid volgende behoorlijk gedateerde en ondertekende inlichtingen en documentatie bevatten :

1° naam en adres van de fabrikant, alsook naam en adres van de gemachtigde indien de aanvraag door laatstgenoemde wordt ingediend. Indien het om een rechtspersoon gaat, moet de aanvraag vergezeld zijn van het nummer in het handelsregister;

2° de juiste benaming en bestemming van het eindapparaat ;

3° een algemene beschrijving van het type, die volstaat om het apparaat te identificeren, met daarbij ten minste duidelijke foto's en de handleiding;

4° de technische gegevens, het werkingsprincipe gestaafd met ontwerp en fabricagetekeningen, lijsten van delen, onderdelen en leidingen, met inbegrip, in voorkomend geval, van de elektrische schema's en het plan van aansluiting op de openbare telecommunicatie-infrastructure;

5° beschrijvingen en toelichtingen die nodig zijn voor het begrijpen van voormelde tekeningen en lijsten en van de werking van het apparaat;

6° een lijst van de geheel of gedeeltelijk toegepaste technische specificaties en een beschrijving van de oplossingen die zijn gekozen om aan de fundamentele voorschriften 5, 1° en 2° te voldoen indien de in artikel 6 bedoelde specificaties niet zijn toegepast;

7° de resultaten van de verrichte onderzoeken;

8° de testrapporten, afgeleverd door geaccrediteerde laboratoria;

9° een schriftelijke verklaring dat er geen gelijklopende aanvraag is ingediend bij een andere aangemelde instantie indien het gaat om een EG-typeonderzoek;

10° betalingsbewijs van de dossierkosten die 30.000 F. bedragen en jaarlijks geïndexeerd worden. Indien de kostprijs van de verrichte prestaties deze som merkbaar overschrijdt, worden de aanvullende kosten aan de aanvrager gefactureerd tegen reële kostprijzen.

De indexatie gebeurt ieder jaar op 1 januari met behulp van een coëfficiënt die bekomen wordt door het indexcijfer van de maand december die voorafgaat aan de maand januari in de loop waarvan de aanpassing plaatsvindt, te delen door het indexcijfer van de maand december 1994.

Bij de berekening van de coëfficiënt wordt deze afgerond tot het hogere of lagere tienduizendste naargelang het cijfer van de honderd-duizendsten al of niet vijf bereikt.

Na de toepassing van de coëfficiënt worden de bedragen afgerond tot het hogere of lagere tiental naargelang het cijfer van de eenheden al of niet vijf bereikt.

§ 4. L'Institut effectue ou fait effectuer les contrôles appropriés et les essais nécessaires pour vérifier si les solutions adoptées par le fabricant satisfont aux exigences essentielles visées à l'article 5, 1° et 5, 2° du présent arrêté.

§ 5. L'Institut peut requérir toute information supplémentaire, nécessaire pour l'évaluation en vue de l'agrément.

Si l'Institut le juge nécessaire, le demandeur met gratuitement à la disposition de l'Institut un ou plusieurs exemplaires du type considéré. Tout exemplaire du type et toute documentation mise à la disposition de l'Institut deviendront sa propriété.

Art. 8. § 1^{er}. Si le type satisfait aux dispositions du chapitre IV et de l'article 7 du présent arrêté, l'Institut délivre une attestation d'examen de type au demandeur. L'attestation comporte :

- 1° le nom et l'adresse du fabricant;
- 2° les conclusions des contrôles;
- 3° le cas échéant, les conditions de validité du certificat;
- 4° les données nécessaires à l'identification du type à approuver.

§ 2. Afin de pouvoir mettre sur le marché les appareils terminaux et de pouvoir les connecter à l'infrastructure publique de télécommunication, l'obtention de l'attestation d'examen de type devra être suivie de la procédure "conformité au type" ou de la procédure "assurance de qualité de la production".

Lorsque l'examen de type s'effectue exclusivement au regard des réglementations techniques communes ou de normes harmonisées, l'attestation d'examen de type et les procédures "conformité au type" ou "assurance de qualité de la production" sont qualifiées respectivement "d'attestation CE d'examen de type" et de "procédure CE de conformité au type" ou de "procédure CE d'assurance de la qualité de la production".

§ 3. Le demandeur conserve avec la documentation technique une copie des attestations d'examen de type, de leurs compléments et de la déclaration de conformité au type pendant une durée d'au moins dix ans à compter de la dernière date de fabrication du produit.

§ 4. Chaque demandeur qui fait parvenir la documentation visée à l'article 7 § 3 doit informer l'Institut à temps de toutes les modifications de l'appareil terminal agréé. Pour les modifications concernées, un agrément supplémentaire doit être délivré lorsque ces modifications peuvent remettre en cause la conformité aux exigences essentielles visées à l'article 5 du présent arrêté ou aux conditions d'utilisation prévues du produit.

Le droit de dossier est le même que celui prévu à l'article 7, § 3, 10°.

Section II. — Conformité au type

Art. 9. § 1^{er}. La déclaration de conformité au type est la partie de la procédure par laquelle le fabricant ou son mandataire dans la CE, déclare et garantit par écrit que les produits fabriqués ou commercialisés seront conformes au type décrit dans l'attestation d'examen de type et qu'il prend toutes les mesures nécessaires pour que le procédé de fabrication assure cette conformité.

La déclaration (CE) de conformité au type doit comprendre les éléments suivants :

- 1° description de l'appareil ou des appareils visé(s);
- 2° référence des spécifications par rapport auxquelles la conformité est déclarée et, le cas échéant, mesures internes mises en oeuvre pour assurer la conformité des appareils avec les dispositions prévues à l'article 5, 1° et 2° du présent arrêté;
- 3° identification du signataire ayant reçu pouvoir d'engager le fabricant ou son mandataire;
- 4° le cas échéant, référence de l'attestation CE de type délivrée par un organisme notifié.

§ 2. Dans le cas où on opte pour un examen de type qui n'est pas suivi d'une procédure d'assurance de la qualité de la production, le demandeur doit en plus conclure une convention pour le contrôle.

Les conditions de contrôle sont fixées dans une convention entre le fabricant ou son mandataire au sein de la CE et l'Institut.

Pour la réalisation des contrôles du produit à des intervalles arbitraires, le demandeur a le choix entre une autre instance notifiée, l'Institut ou un organisme reconnu par l'Institut.

§ 4. Het Instituut verricht of laat de passende onderzoeken en de noodzakelijke proeven verrichten om na te gaan of de door de fabrikant gekozen oplossingen aan de in artikel 5, 1° en 5, 2° genoemde fundamentele voorschriften voldoen.

§ 5. Het Instituut kan alle bijkomende informatie vragen die nodig is voor het onderzoek met het oog op de goedkeuring.

Indien het Instituut het nodig acht, stelt de aanvrager één of meerdere exemplaren van het beschouwde type gratis ter beschikking van het Instituut. Elk exemplaar van het type en alle documentatie, ter beschikking gesteld van het Instituut, wordt zijn eigendom.

Art. 8. § 1 Indien het type voldoet aan de bepalingen van hoofdstuk IV en artikel 7 van dit besluit, verstrekt het Instituut een verklaring van typeonderzoek aan de aanvrager. Deze verklaring bevat :

- 1° naam en adres van de fabrikant;
- 2° de conclusies van de controle;
- 3° in voorkomend geval, de voorwaarden voor de geldigheid van de verklaring;
- 4° gegevens voor de identificatie van het goed te keuren type.

§ 2. Teneinde de eindapparaten in de handel te mogen brengen en aansluiten op de openbare telecommunicatie-infrastructure moet na het verkrijgen van de verklaring van typeonderzoek nog de procedure "overeenstemming met het type" of de procedure "produktkwaliteitsbewaking" doorlopen worden.

Indien het typeonderzoek uitsluitend gebeurt ten opzichte van de gemeenschappelijke technische voorschriften of geharmoniseerde normen worden de verklaring van typeonderzoek en de procedures "overeenstemming met het type" of "produktkwaliteitsbewaking" respectievelijk bestempeld als "EG-verklaring van typeonderzoek" en "EG-procedure van overeenstemming" of "EG-procedure van produktkwaliteitsbewaking".

§ 3. Gedurende ten minste tien jaar na de vervaardiging van het laatste product bewaart de aanvrager naast de technische documentatie ook een afschrift van de verklaringen van typeonderzoek van de aanvullingen erop en van de verklaring van typeovereenstemming.

§ 4. Iedere aanvrager die het Instituut de nodige technische documentatie bedoeld in artikel 7 § 3 bezorgde moet het Instituut tijdig in kennis stellen van alle in het goedgekeurde eindapparaat aangebrachte wijzigingen. Voor de betrokken wijzigingen moet een aanvullende goedkeuring worden verleend indien zij van invloed kan zijn op de overeenstemming met de fundamentele voorschriften bepaald in artikel 5 van dit besluit of de voor het eindapparaat voorgeschreven gebruiksomstandigheden.

Het dossierrecht is hetzelfde als dat bepaald in artikel 7, § 3, 10°.

Afdeling II. — Overeenstemming met het type

Art. 9. § 1. De verklaring van typeovereenstemming is dat deel van de procedure waarbij de fabrikant of zijn in de Gemeenschap gevestigde gemachtigde, schriftelijk verklaart en garandeert dat de gefabriceerde en/of in de handel gebrachte producten in overeenstemming zijn met het type als beschreven in de verklaring van typeonderzoek en dat hij alle nodige maatregelen neemt opdat het fabricageproces deze conformiteit verzekert.

De (EG)-verklaring van typeovereenstemming moet de volgende elementen bevatten :

- 1° beschrijving van het betreffende apparaat of de betreffende apparaten;
- 2° vermelding van de specificaties ten opzichte waarvan conformiteit is aangegeven en in voorkomend geval de interne maatregelen die zijn getroffen ter verzekering van de overeenstemming van de apparaten met de voorschriften bepaald in artikel 5, 1° en 2°;
- 3° identificatie van de ondertekenaar die gemachtigd is om de fabrikant of diens gemachtigde te binden;
- 4° in voorkomend geval, de referenties van de verklaring van EG-typeonderzoek die is afgegeven door een aangemelde instantie.

§ 2. In het geval waarin geopteerd wordt voor een typeonderzoek, niet gevolgd door de procedure voor produktkwaliteitsbewaking, moet de aanvrager daarenboven nog een overeenkomst voor controle sluiten.

De voorwaarden voor de controle worden vastgelegd in een overeenkomst tussen de fabrikant of zijn gemachtigde in de EG en het Instituut.

Voor de met willekeurige tussenpozen uit te voeren produktcontroles, heeft de aanvrager de keuze tussen een andere aangemelde instantie, het Instituut of een door het Instituut erkend organisme.

Un échantillon approprié de produits finis, prélevé sur une série de fabrication ou dans les stocks de l'entreprise par l'Institut ou une instance intervenant pour son compte, est contrôlé et des essais appropriés sont effectués pour vérifier la conformité des produits aux exigences essentielles.

Section III. — Procédure d'assurance de la qualité de la production

Art. 10. § 1^{er}. Le fabricant qui choisit de solliciter l'agrément conformément à la procédure d'assurance de la qualité de la production, met en oeuvre un système approuvé de qualité de la production, d'inspection et d'essai des produits finis comme prévu ci-dessous et est soumis à la surveillance visée à l'article 11.

L'Institut peut faire exécuter cette procédure par un organisme de certification reconnu par lui.

§ 2. Le fabricant introduit auprès de l'Institut une demande d'évaluation de son système de qualité afin de garantir la conformité des produits au type décrit dans l'attestation d'examen de type et aux exigences du présent arrêté.

Cette demande comprend :

- 1° toutes les informations pertinentes pour la catégorie de produits envisagés;
- 2° la documentation relative au système de qualité;
- 3° le cas échéant, la documentation technique relative au type à approuver et une copie de l'attestation de type.
- 4° une documentation sous la forme de mesures, de procédures et d'instructions écrites, permettant une interprétation uniforme des programmes, des plans, des manuels et des dossiers de qualité, comprenant en particulier une description adéquate :

a) des objectifs de qualité, de l'organigramme et des responsabilités des cadres en ce qui concerne la qualité des produits;

b) des procédés de fabrication, des techniques de contrôle et d'assurance de la qualité et des techniques et actions systématiques qui seront appliquées;

c) des examens et des essais qui seront effectués avant, pendant et après la fabrication, avec indication de leur fréquence;

d) des dossiers de qualité tels que les rapports d'inspection, les données d'essais et d'étalonnage, les rapports sur la qualification du personnel concerné;

e) des moyens permettant de contrôler l'obtention de la qualité requise des produits et le fonctionnement efficace du système de qualité.

§ 3. L'Institut évalue, sur la base des pièces susmentionnées et sur place, le système de qualité, et notifie une décision motivée au demandeur. S'il s'agit d'un système de qualité mettant en oeuvre la norme EN 29002, éventuellement complétée de façon à tenir compte de la spécificité des produits pour lesquels elle est mise en oeuvre, celui-ci est évalué positivement.

Si le système de contrôle soumis est approuvé, le fabricant s'engage à remplir les obligations découlant du système de qualité tel qu'il est approuvé et à veiller à ce qu'il demeure efficace.

Sans délai, le fabricant informe l'Institut de toute adaptation envisagée du système de qualité. L'Institut évalue la modification proposée et communique sa décision concernant la nécessité d'une nouvelle évaluation du système adapté.

§ 4. Le fabricant établit pour chaque type d'appareil terminal une déclaration de conformité dans laquelle il déclare et garantit qu'il a été satisfait aux exigences essentielles applicables.

Art. 11. § 1^{er}. Le fabricant doit autoriser les membres du personnel de l'Institut ou d'une instance de certification reconnue par lui, à accéder, à des fins d'inspection, aux lieux de fabrication, d'inspection, d'essais et de stockage.

§ 2. Il fournit toutes les informations nécessaires, notamment :

- 1° la documentation relative au système de qualité;
- 2° les rapports de qualité qui doivent être faits dans le cadre de la partie du système de qualité consacrée à la fabrication, tels que les rapports d'inspection et les données d'essais, les données d'étalonnage et les rapports sur la qualification du personnel concerné.

Een adequaat monster van de eindproducten, door het Instituut of een voor haar rekening optredende instantie genomen uit een productiereeks of uit de voorraad van de onderneming, wordt onderworpen aan onderzoek waarbij passende proeven worden verricht teneinde de overeenstemming van de producten met de fundamentele voorschriften te controleren.

Afdeling III. — Procedure voor produktkwaliteitsbewaking

Art. 10. § 1. De fabrikant die opteert om een goedkeuring te vragen overeenkomstig de procedure voor produktkwaliteitsbewaking, handelt een goedgekeurd kwaliteitssysteem voor fabricage, controle en beproeving van de eindproducten zoals hieronder omschreven en is onderworpen aan het toezicht als omschreven in artikel 11.

Het Instituut kan deze procedure laten verrichten door een door hem erkende certificatie-instelling.

§ 2. De fabrikant dient bij het Instituut een aanvraag in voor de beoordeling van zijn kwaliteitssysteem, teneinde de overeenstemming te waarborgen van de producten met het type, beschreven in de verklaring van typeonderzoek en met de voorschriften van dit besluit.

Deze aanvraag bevat :

- 1° alle relevante informatie voor de bedoelde categorie van producten;
- 2° de documentatie over het kwaliteitssysteem;
- 3° in voorkomend geval, de technische documentatie over het goed te keuren type en een afschrift van de verklaring van typeonderzoek.
- 4° een documentatie van schriftelijk vastgelegde beleidslijnen, procedures en instructies die er voor moeten zorgen dat de kwaliteitsprogramma's, -plannen, -handleidingen en -rapporten door iedereen op dezelfde manier worden geïnterpreteerd en die in het bijzonder een behoorlijke omschrijving bevatten van :

a) de kwaliteitsdoelstellingen, het organisatieschema en de verantwoordelijkheden van de bedrijfsleiding met betrekking tot de produktkwaliteit;

b) de fabricage-, kwaliteitscontrole- en kwaliteitsbewakingstechnieken, de procédés en de systematische handelingen die zullen worden toegepast;

c) de onderzoeken en proeven die vóór, tijdens en na de fabricage worden verricht en de frequentie waarmee dat zal plaatsvinden;

d) de kwaliteitsrapporten, zoals controlerapporten, beproevingsgegevens, ijkgegevens, rapporten betreffende de kwalificatie van het betrokken personeel;

e) de middelen om controle uit te oefenen op het bereiken van de vereiste produktkwaliteit en de doeltreffende werking van het kwaliteitssysteem;

§ 3. Het Instituut evalueert op basis van voormelde stukken en ter plaatse, het kwaliteitssysteem en betekent een gemotiveerde beslissing aan de aanvrager. Indien het gaat om een kwaliteitssysteem waarbij de norm EN 29002 wordt toegepast, eventueel aangevuld om rekening te houden met het specifieke karakter van de producten waarop deze norm wordt toegepast, wordt dit positief geëvalueerd.

Indien het voorgestelde kwaliteitssysteem wordt goedgekeurd, verbindt de fabrikant er zich toe de verplichtingen die voortvloeien uit het kwaliteitssysteem, zoals het werd goedgekeurd, na te komen en ervoor te zorgen dat het doeltreffend blijft.

Zonder verwijl informeert de fabrikant het Instituut van elke voorgenomen aanpassing aan het kwaliteitssysteem. Het Instituut beoordeelt de voorgestelde aanpassing en deelt zijn beslissing mee omtrent de noodzaak aan een nieuwe evaluatie van het aangepaste systeem.

§ 4. De fabrikant stelt voor elk type eindapparaat een verklaring van overeenstemming op, waarin hij verklaart en garandeert dat voldaan is aan de toepasselijke fundamentele voorschriften.

Art. 11. § 1. De fabrikant moet personeelsleden van het Instituut of een door hem erkende certificatie-instelling, voor controleoelenden, toegang verlenen tot de ruimtes voor produktie, controle, beproeving en opslag.

§ 2. Hij verstrekt alle nodige informatie, met name :

- 1° de documentatie over het kwaliteitssysteem;
- 2° de kwaliteitsrapporten die in het kader van het fabricagegedeelte van het kwaliteitssysteem moeten worden gemaakt, zoals controleverslagen, beproevingsgegevens, ijkgegevens en rapporten betreffende de kwalificatie van het betrokken personeel.

§ 3. L'Institut ou l'instance de certification reconnue par lui, effectue des audits à des intervalles réguliers afin de s'assurer que le fabricant maintient et applique le système de qualité; il fournit un rapport d'audit au fabricant.

En outre, il peut effectuer des visites inopinées chez le fabricant. A l'occasion de ces visites, l'Institut peut effectuer ou faire effectuer des essais pour vérifier le bon fonctionnement du système de qualité, si nécessaire. Le fabricant reçoit un rapport de la visite et, s'il y a eu essai, un rapport d'essai.

§ 4. Le fabricant tient à la disposition de l'Institut pendant une durée d'au moins dix ans à partir de la dernière date de fabrication du produit :

- 1° la documentation visée à l'article 10, § 2, 2° du présent arrêté;
- 2° les adaptations visées à l'article 10, § 3, dernier alinéa du présent arrêté;
- 3° les décisions et rapports visés aux articles 10, § 3, premier alinéa et 11, §§ 2 et 3 du présent arrêté.

CHAPITRE VI. — *Redevances dues pour l'approbation des systèmes de contrôle de qualité*

Art. 12. § 1^{er}. Toute demande d'évaluation d'un système de qualité, de prolongation ou d'extension de celui-ci ainsi que la surveillance de celui-ci donnent lieu au paiement préalable des redevances prévues au présent article.

§ 2. Le droit de dossier payable à chaque demande d'évaluation de prolongation ou d'extension d'un système de qualité est fixé à 10.000 F. Ce montant fixe est non récupérable et est indépendant des résultats de l'évaluation.

§ 3. La redevance pour les frais d'évaluation d'un système de qualité, d'extension ou de prolongation ainsi que pour la surveillance est fixée à 3.000 F. par heure et par personne. L'Institut fait une offre de prix détaillée.

§ 4. Les frais de parcours engagés sont à charge du demandeur, calculés sur la base des montants prévus par l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours pour les fonctionnaires du rang 15.

§ 5. Les montants susmentionnés sont rattachés à l'indice des prix à la consommation de décembre 1992 et sont adaptés annuellement en fonction des fluctuations de cet indice.

CHAPITRE VII. — *L'agrément et le marquage*

Art. 13. § 1^{er}. L'Institut délivre un certificat d'agrément pour une connexion à l'infrastructure publique de télécommunications si le demandeur :

1° a obtenu une attestation (CE) d'examen de type et a conclu une convention pour le contrôle;

ou

2° a obtenu une attestation (CE) d'examen de type et un certificat d'assurance de la qualité de la production.

Dans tous les cas, une déclaration (CE) de conformité au type doit être établie, comme le prévoit à l'article 9.

§ 2. Le certificat d'agrément est personnel et ne peut être cédé qu'avec l'autorisation préalable de l'Institut et le consentement du titulaire. La durée de validité est limitée à dix ans maximum.

§ 3. Le certificat d'agrément comprendra :

- 1° la marque, le type et les principales caractéristiques techniques;
- 2° l'usage auquel l'appareil est destiné;
- 3° le numéro d'agrément;
- 4° la durée de validité.

§ 4. La demande de renouvellement d'un agrément doit être présentée au moins six mois avant l'expiration de la durée de validité.

Toute modification des conditions sur la base desquelles l'agrément a été délivré, doit être signalée sans délai à l'Institut.

Un droit de dossier de 10.000 F est demandé pour tout travail administratif qui ne nécessite pas un examen technique approfondi du dossier. Ce montant est indexé de la manière décrite à l'article 7, 10° du présent arrêté.

§ 3. Het Instituut of de door hem erkende certificatie-instelling gaat met regelmatige tussenpozen over tot audits om erop toe te zien dat de fabrikant het kwaliteitssysteem onderhoudt en toepast; aan de fabrikant wordt een beoordelingsrapport verstrekt.

Bovendien kan ze onaangekondigde bezoeken brengen aan de fabrikant. Bij die bezoeken kan het Instituut proeven verrichten of laten verrichten om zich, zo nodig, van de goede werking van het kwaliteitssysteem te vergewissen. Aan de fabrikant wordt een verslag van het bezoek en voor zover van toepassing, een beoordelingsrapport verstrekt.

§ 4. De fabrikant houdt gedurende een periode van ten minste tien jaar nadat het produkt is vervaardigd de volgende gegevens ter beschikking van het Instituut :

- 1° de documentatie bedoeld in artikel 10, § 2, 2° van dit besluit;
- 2° de aanpassingen bedoeld in artikel 10, § 3, laatste lid van dit besluit;
- 3° de besluiten en rapporten bedoeld in de artikelen 10, § 3, eerste lid en 11, §§ 2 en 3 van dit besluit.

HOOFDSTUK VI

Vergoeding verschuldigd voor de goedkeuring van kwaliteitssystemen

Art. 12. § 1. Elke aanvraag tot evaluatie van een kwaliteitssysteem of tot verlenging of uitbreiding ervan alsmede het toezicht erop geeft aanleiding tot de voorafgaande betaling van de in dit artikel bepaalde vergoedingen door de aanvrager.

§ 2. De dossierkosten die moeten worden betaald bij elke aanvraag tot evaluatie of tot verlenging of uitbreiding van een kwaliteitssysteem zijn vastgesteld op 10.000 F. Dit vaste bedrag is niet terugvorderbaar en is onafhankelijk van de resultaten van het onderzoek.

§ 3. De vergoeding voor de evaluatiekosten van een kwaliteitssysteem, tot verlenging of uitbreiding ervan alsmede voor het toezicht is vastgesteld op 3.000 F. per uur en per persoon. Het Instituut maakt van elke offerte een gedetailleerde prijs offerte.

§ 4. De reiskosten zijn ten laste van de aanvrager en worden vergoed op basis van de bedragen die door het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten voor ambtenaren van rang 15 bepaald zijn.

§ 5. De voormelde bedragen zijn gebonden aan de index der consumptieprijzen van december 1992 en worden jaarlijks aangepast in functie van de schommelingen van deze index.

HOOFDSTUK VII. — *De goedkeuring en het markeren*

Art. 13. § 1. Het Instituut geeft een goedkeuringsattest af voor aansluiting op de openbare telecommunicatie-infrastructureur indien de aanvrager :

1° een verklaring van (EG-) typeonderzoek verkreeg en een overeenkomst voor controle heeft afgesloten;

of

2° een verklaring van (EG-) typeonderzoek en een certificaat voor produktkwaliteitsbewaking verkreeg.

In alle gevallen moet een (EG-) verklaring van typeovereenstemming opgesteld worden, zoals bepaald in artikel 9.

§ 2. Het goedkeuringsattest is persoonlijk en niet overdraagbaar behalve mits voorafgaande toelating van het Instituut en instemming door de titularis. De geldigheidsduur is beperkt tot maximaal tien jaar.

§ 3. Het goedkeuringsattest bevat :

- 1° het merk, het type en de voornaamste technische kenmerken;
- 2° het gebruik waarvoor het apparaat bestemd is;
- 3° het goedkeuringsnummer ;
- 4° de geldigheidsduur.

§ 4. De aanvraag voor vernieuwing van een goedkeuring moet minstens zes maanden voor het verstrijken van de geldigheidstermijn, ingediend worden.

Iedere wijziging in de voorwaarden waaronder de goedkeuring werd afgeleverd, moet onverwijld worden meegedeeld aan het Instituut.

Een dossierrecht van 10.000 F wordt gevraagd voor alle administratief werk dat niet noodzaakt tot een grondig technisch onderzoek van het dossier. Dit bedrag wordt geïndexeerd op de manier zoals beschreven in artikel 7, 10° .

Art. 14. § 1^{er}. Tout appareil destiné à être connecté directement ou indirectement à l'infrastructure publique de télécommunications, doit faire l'objet d'un marquage conforme au présent arrêté, préalablement à sa commercialisation.

§ 2. Si l'appareil terminal a fait l'objet d'un agrément effectué par l'Institut exclusivement au regard des réglementations techniques communes ou des normes harmonisées, le marquage CE prévu ci-dessous composé des initiales CE du numéro d'identification de l'Institut et du symbole de la destination doit être apposé:

CE 468 X

Ces appareils terminaux sont identifiés par le fabricant sur la base du modèle du lot et/ou du numéro de série et par le nom du fabricant et/ou du fournisseur responsable de la mise sur le marché.

§ 3. Si l'appareil a fait l'objet d'un agrément sur la base de spécifications techniques nationales le marquage se compose comme suit :

BE YYLLXXXX

texte : Helvetica noir

cercle au fond vert, correspondant à la gamme pantone 354C

BE = Belgique

YY = année

LL = Deux lettres qui donnent une indication concernant le type d'appareil.

XXXX = numéro d'ordre en suite continue.

§ 4. Les symboles et le numéro d'agrément, visés au § 2 et 3 du présent article, doivent être apposés d'une manière indélébile sur l'appareil même, et ce à un endroit visible sans démontage ainsi que sur l'emballage. Ils devront rester lisibles pendant la période complète d'utilisation de l'appareil.

En cas de réduction ou d'agrandissement des marquages, les proportions des figures ci-dessus doivent être respectées. Les différents éléments des marquages doivent avoir sensiblement la même hauteur, laquelle ne peut pas être inférieure à 5 mm.

CHAPITRE VIII. — Reconnaissance mutuelle

Art. 15. § 1^{er}. Les appareils terminaux destinés à être connectés directement ou indirectement à l'infrastructure publique de télécommunications portant le marquage CE valable, peuvent être librement commercialisés en Belgique et connectés à l'infrastructure publique de télécommunications, s'ils ont obtenu d'un organisme notifié d'un autre Etat membre de l'Espace Economique Européen un agrément à l'issue:

1° d'un examen CE de type suivi d'une déclaration CE de conformité ou assorti d'un système approuvé de qualité de la production ou

2° d'une déclaration CE de conformité assortie d'un système approuvé d'assurance de qualité complète.

La Belgique, en vue de l'agrément nationale accepte des terminaux légalement fabriqués et/ou commercialisés dans un Etat membre de la CE ou des terminaux légalement fabriqués dans un Etat membre de

Art. 14. § 1. Ieder apparaat bestemd om rechtstreeks of onrechtstreeks aangesloten te worden op de openbare telecommunicatie-infrastructure, moet vooraleer het in de handel wordt gebracht, overeenkomstig dit besluit worden gemerkt.

§ 2. Indien het eindapparaat het voorwerp heeft uitgemaakt van een goedkeuring door het Instituut uitsluitend op basis van gemeenschappelijke technische voorschriften of geharmoniseerde normen moet onderstaande CE-markering samengesteld uit de initialen CE het identificatienummer van het Instituut en het symbool van de bestemming worden aangebracht :

Deze eindapparaten worden geïdentificeerd door de fabrikant op basis van het model, het type- en/of serienummer alsmede door de naam van de fabrikant en/of de leverancier die verantwoordelijk is voor het op de markt brengen.

§ 3. Indien het apparaat goedgekeurd is op basis van nationale technische specificaties is de markering als volgt samengesteld :

tekst : Helvetica zwart

cirkel met groene achtergrond, die overeenstemt met gamma pantone 354C

BE = België

YY = jaar

LL = Twee letters die een zekere aanduiding geven omtrent het soort apparaat

XXXX = doorlopend volgnummer .

§ 4. De symbolen en het goedkeuringsnummer, bedoeld in § 2 en 3 van dit artikel, moeten in onuitwisbare merktekens worden aangebracht op het apparaat zelf op een plaats die duidelijk zichtbaar is zonder demontage, alsook op de verpakking. Ze moeten duidelijk leesbaar blijven gedurende de volledige periode waarin het apparaat gebruikt wordt.

Bij vergroting of verkleining van de markeringen moeten de verhoudingen van bovenstaande afbeeldingen in acht worden genomen. De onderscheiden onderdelen van de markeringen moeten nagenoeg dezelfde hoogte hebben, die minimaal 5 mm bedraagt.

HOOFDSTUK VIII. — Wederzijdse erkenning

Art. 15. § 1. De eindapparaten bestemd om direct of indirect aangesloten te worden op de openbare telecommunicatie-infrastructure met een geldige EG-markering, mogen vrij in de handel worden gebracht in België en worden aangesloten op de openbare telecommunicatie-infrastructure, indien ze vanwege een aangemelde instantie uit een andere Lid-Staat van de Europese Economische Ruimte een goedkeuring hebben verkregen ten gevolge van :

1° een EG-typeonderzoek gevolgd door een EG-verklaring van overeenstemming of in samenhang met een goedgekeurd systeem van produktkwaliteitsbewaking of

2° van een EG-verklaring van overeenstemming in samenhang met een goedgekeurd systeem van volledige kwaliteitsbewaking.

België aanvaardt met het oog op de nationale goedkeuring van eindapparaten die legaal gefabriceerd en/of in de handel gebracht zijn in een Lid-Staat van de EG of van eindapparaten legaal gefabriceerd in

l'Association de Libre Echange signataire de l'Accord sur l'Espace Economique Européen

1° les déclarations (CE) de conformité au type

2° les résultats d'essais effectués dans les laboratoires accrédités reconnus dans ce pays

basés sur des spécifications nationales de ce pays, dans la mesure où ces terminaux satisfont de manière convenable et satisfaisante aux exigences essentielles telles que définies à l'article 5 du présent arrêté.

L'Institut juge de l'équivalence des spécifications nationales sur la base desquelles un appareil terminal a été agréé dans un autre pays, par rapport aux spécifications nationales belges, mettant en oeuvre des exigences essentielles. Au cas où cette équivalence n'est pas constatée, l'Institut motive sa décision de refus d'agrément.

CHAPITRE IX. — Dispositions modificative et transitoires

Art. 16. L'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 19 octobre 1979 relatif aux radiocommunications privées est complété par l'alinéa suivant :

"Les appareils émetteurs et/ou récepteurs de radiocommunication qui satisfont à la réglementation technique commune ou à la norme harmonisée y afférente, sont censés être agréés comme répondant aux prescriptions fixées dans cet arrêté, s'ils sont agréés conformément à l'arrêté royal du relatif du 10 novembre 1996 aux agréments d'équipements terminaux de télécommunications. »

Art. 17. Les équipements conformes aux régimes de marquage en vigueur avant le 1^{er} janvier 1995 en vertu de la directive 91/263/CEE du Conseil du 29 avril 1991 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux équipements terminaux de télécommunications, incluant la reconnaissance mutuelle de leur conformité, peuvent être mis sur le marché et en service jusqu'au 1^{er} janvier 1997.

Art. 18. Dès l'entrée en vigueur du présent arrêté, les agréments délivrés légalement avant cette date, restent encore valables pendant la période mentionnée dans l'attestation.

Cependant, des appareils terminaux, agréés après le 6 novembre 1992, ne peuvent plus être mis sur le marché, dès qu'un règlement technique commun pertinent s'y applique.

Art. 19. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 20. Notre Ministre de l'Economie et des Télécommunications est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 novembre 1996.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie et des Télécommunications,
E. DI RUPO

MINISTERE DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

F. 97 — 708

[C - 97/16026]

21 JANVIER 1997. — Arrêté royal établissant la cotisation obligatoire à charge des armateurs de bateaux de pêche belges, en vue d'alimenter le Fonds des mousses en 1997

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 23 septembre 1931 sur le recrutement du personnel de la pêche maritime, notamment l'article 3, modifiée par les lois des 20 novembre 1974 et 13 août 1990 et par l'arrêté royal du 17 mars 1993;

Vu l'arrêté royal du 31 décembre 1975 réglant la composition et le fonctionnement du Fonds des mousses, notamment l'article 14 et l'article 15, modifié par les arrêtés royaux des 29 mai 1979, 30 juillet 1981 et 8 juillet 1992;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} avril 1992 composant le Conseil du Fonds des mousses;

Vu l'avis du Conseil du Fonds des mousses, donné à sa séance du 11 décembre 1995;

een Lid-Staat van de Europese Vrijhandels Associatie die het Akkoord betreffende de Europese Economische Ruimte ondertekende

1° de verklaringen van (EG)-typeovereenstemming

2° de resultaten van testen uitgevoerd in geaccrediteerde laboratoria erkend in dat land

gebaseerd op nationale specificaties van dat land, in zoverre die eindapparaten op behoorlijke en voldoende wijze voldoen aan de fundamentele voorschriften zoals gedefinieerd in artikel 5 van dit besluit.

Het Instituut oordeelt over de gelijkwaardigheid van de nationale specificaties overeenkomstig dewelke een eindapparaat werd goedgekeurd in een ander land, met de Belgische nationale specificaties die uitwerking geven aan fundamentele voorschriften. Indien die overeenkomst niet wordt vastgesteld, motiveert het Instituut zijn beslissing tot weigering van de goedkeuring.

HOOFDSTUK IX. — Wijzigingsbepaling en overgangsbepalingen

Art. 16. Artikel 1 van het ministerieel besluit van 19 oktober 1979 betreffende de private radioverbindingen wordt aangevuld met het volgende lid :

"De zend- en/of ontvangtoestellen voor radioverbinding die beantwoorden aan het toepasselijke gemeenschappelijk technisch voorschrift of de toepasselijke geharmoniseerde norm, worden geacht te zijn goedgekeurd als beantwoordend aan de voorschriften vastgesteld in dit besluit als ze goedgekeurd zijn overeenkomstig het koninklijk besluit van 10 november 1996 betreffende de goedkeuring van eindapparaten voor telecommunicatie".

Art. 17. De apparatuur die krachtens richtlijn 91/263/EEG van de Raad van 29 april 1991 inzake de onderlinge aanpassing van de wetgevingen der Lid-Staten betreffende eindapparatuur voor telecommunicatie en de onderlinge erkenning van de conformiteit van de apparatuur in overeenstemming is met de markeringsregelingen welke voor 1 januari 1995 van kracht waren, mag in de handel gebracht en gebruikt worden tot 1 januari 1997.

Art. 18. Vanaf de inwerkingtreding van dit besluit blijven de goedkeuringen, die voor dat tijdstip wettig zijn verleend, nog geldig gedurende de termijn vermeld op het attest.

Eindapparaten, goedgekeurd na 6 november 1992, mogen echter niet meer op de markt gebracht worden zodra een relevant gemeenschappelijk technisch voorschrift erop van toepassing is.

Art. 19. Dit besluit treedt in werking de dag waar op het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 20. Onze Minister van Economie en Telecommunicatie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 november 1996.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Economie en Telecommunicatie,
E. DI RUPO

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND EN LANDBOUW

N. 97 — 708

[C - 97/16026]

21 JANUARI 1997. — Koninklijk besluit houdende vaststelling van de verplichte bijdrage van de reders van Belgische vissersvaartuigen, tot spijzing van het Fonds voor Scheepsjongens in 1997

ALBERT II, Koning der Belgen.

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van van 23 september 1931 betreffende de aanwerving van personeel ter zeevisserij, inzonderheid artikel 3, gewijzigd bij de wetten van 20 november 1974 en 13 augustus 1990 en bij het koninklijk besluit van 17 maart 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 31 december 1975 tot regeling van de samenstelling en werkwijze van het Fonds voor Scheepsjongens, inzonderheid op artikel 14 en artikel 15, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 29 mei 1979, 30 juli 1981 en 8 juli 1992;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 april 1992 houdende samenstelling van de Raad van het Fonds voor Scheepsjongens;

Gelet op het advies van de Raad van het Fonds voor Scheepsjongens, uitgebracht in zijn zitting van 11 december 1995;